

Tombeau pour une ombre révoltée

Jean-Kely Paulhan

Alain Quillévéré a écrit un très beau livre sur un inconnu, mort en déportation, à 28 ans, très loin d'un petit village de Bretagne, Landebaëron, qui a enfermé presque toute sa vie¹.

Un très beau livre parce qu'à travers le récit d'une pauvre existence, condamnée à s'effacer comme ces photos des cimetières rongées par le soleil et la pluie, rongées aussi par l'indifférence à ce qui fut, il pose de graves questions : Comment passe-t-on de l'obéissance à la révolte ? Qu'est-ce que le conformisme et mène-t-il toujours à la servilité ? Faut-il toujours une conscience politique pour entrer en résistance ?

Un très beau livre aussi parce qu'il ne laisse pas en repos le lecteur. Certes, il l'accompagne dans une quête d'explications, mais l'auteur, modeste, respectueux de tous les chemins possibles de l'existence, scrupuleux, nous renvoie à nous-mêmes : il n'a pas de leçons à nous donner ; et pourtant il a ébranlé nos certitudes, nous a changés. Nous avons couru avec lui dans une direction, parfois longtemps : fausse piste, il faut chercher ailleurs !

L'Histoire n'est pas une promenade de tout repos et les histoires qui la font restent le plus souvent dans l'ombre : les humbles ne se racontent pas beaucoup, ne veulent pas « faire leur intéressant » ; ils vivent, survivent – c'est déjà beaucoup –, et dans le danger, ou près de la mort, ils essaient d'être les seuls à payer leur courage (ou leur imprudence, ou leur naïveté), sans rien peser. Ni épiciers, ni pharmaciens, avec leurs petites balances (à l'ancienne).

Obéir ?

Résumer la vie d'Alfred Bihan, le héros de cette « *mémoire retrouvée* » ? Elle est simple en apparence. Famille nombreuse dans un petit bourg du Trégor, mère très pieuse qui le destine à la prêtrise. Petit séminaire à Lannion, grand séminaire à Saint-Brieuc. Mais la vocation fait défaut. C'est l'armée, puis la guerre de 1939-40, et ses combats meurtriers (trop oubliés : 100 000 morts en un peu plus d'un mois au moment de la défaite) auxquels il participe. Il est embauché à la SNCF comme manutentionnaire dans une gare de la banlieue parisienne, Bois-Colombes.

Survient l'ordre d'aller travailler en Allemagne. Alfred part immédiatement pour... la Bretagne, où il sait pouvoir se cacher chez les siens qui le protégeront contre un ordre et un Ordre inacceptables. Nous sommes en décembre 1942. Quelques mois plus tard, probablement à la suite d'une dénonciation, il est arrêté par l'occupant au cours d'une tentative de vol d'un bateau. Il voulait rejoindre l'Angleterre et de Gaulle, avec un petit groupe de jeunes gens qui clamaient leur projet depuis des semaines. Déporté, il meurt à Flossenbürg en 1945, quelques mois avant la fin de la guerre.

¹ *Mémoire retrouvée d'un jeune Patriote, Landebaëron – Flossenbürg 1917-1945*, préface de Denis Peschanski, directeur de recherches au CNRS, Morlaix, Skol Vreizh, 2008.

Loin des images d'Épinal

Alain Quillévéré décrit la façon dont la société qu'Alfred a laissée derrière lui va le faire servir à sa reconstruction : elle le transformera en héros, dont l'action effacera les ambiguïtés de temps de l'Occupation et redonnera une fierté à un groupe menacé dans sa cohésion par la défaite, la guerre civile. Puis elle l'oubliera quand il aura perdu son utilité et que les derniers témoins de sa vie auront disparu.

Que peut-il bien nous dire aujourd'hui ? Beaucoup, pense son biographe, qui s'intéresse aussi à l'incompréhension de la déportation, à la confusion qui l'entoure, au moment où le monde sort de la guerre. Surtout, il revient à la fin du livre sur la phrase d'une lettre d'Alfred Bihan à sa famille : « *Sachez tous que nous sommes restés et resterons de bons Français et Bretons.* »

Cette phrase, qui peut être exploitée dans un éloge conventionnel, consensuel, peut-être nécessaire, du héros, qui cimentera les survivants, cette phrase qui détournera du livre les « militants » jugeant que les deux appartenances sont inconciliables, ou ceux qui voient en toute affirmation patriotique une monstruosité, beaucoup de monde en vérité, Alain Quillévéré l'avait citée au début de son livre.

L'enracinement comme force de résistance

Il y revient à la fin, comme à une clé qui va donner son vrai sens à l'histoire : « *Comment cet homme, dont tous les témoignages s'accordent à dire qu'il était effectivement réservé, à la limite de la timidité, passé au crible d'institutions prêchant l'obéissance, a-t-il franchi un pas qui l'a mené dans un monde aux antipodes du sien ? (...) C'est parce qu'il savait qu'il disposait de l'appui de sa communauté, savait qu'en refusant de partir loin de sa terre natale en territoire ennemi, savait qu'en enfreignant les lois d'un pouvoir perçu comme illégitime, il trouverait asile auprès des siens, entendu au sens large, qu'il a pris résolument sa décision.* »

Alain Quillévéré est instituteur et directeur d'école, en banlieue parisienne, dans une ZEP (zone d'éducation prioritaire). Il est aussi membre du Réseau Education sans frontières, « réseau de solidarité avec les enfants de familles **sans** papiers et jeunes **sans** papiers scolarisés ». Est-ce le hasard qui l'a amené à se passionner pour cette existence, sauvée littéralement d'une décharge, car la pauvre boîte à chaussures qui en contenait tous les restes avait fini dans une benne à ordures ? Bihan et Quillévéré appartiennent au même monde, qui n'a pas fini de dire non.

Le temps des Kurdes

Philippe Boulanger

À propos d'Olivier Touron, *Amazone. Farachine, rebelle kurde*, Michel Lafon, 2009, 205 pages et de Hamit Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement/Ceri, 2009, 172 pages.

Apparue en 1984, la guérilla kurde ne se limite pas à sa dimension militaire. Elle comporte également une incontestable dimension anthropologique, dont les effets sont sans doute plus profonds à long terme : le statut de la femme. L'engagement de jeunes filles kurdes dans le militantisme puis, parfois, l'action militaire, caractérise le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), parti kurde toujours illégal en Turquie, dans l'histoire du nationalisme kurde.

C'est cet angle humain et féminin qu'a choisi le journaliste Olivier Touron, qui se rend régulièrement dans les zones kurdes, pour raconter une histoire poignante, à la fois singulière et emblématique. Le livre d'Olivier Touron retrace l'itinéraire de Farachine, une jeune Kurde née en Turquie en 1987, élevée en France avec sa famille et revenue dans les montagnes kurdes pour se battre, trajectoire sinueuse que d'autres Kurdes nés ou élevés en Europe ont suivie. Deuxième enfant d'une famille kurde originaire de Bingöl, à l'est de la Turquie, Farachine s'engage dans le PKK non seulement pour servir militairement la cause kurde, mais également pour améliorer la condition de la femme kurde, souvent minorée par une société patriarcale. L'adolescente rejoint les rangs du PKK en 1999, alors même que d'autres, écœurés par la posture d'Abdullah Öcalan, le président du PKK, ou lassés par les méthodes et le fonctionnement du parti, commencent de le quitter. Les années 1999-2004 constituent une charnière entre les deux générations de militants du nationalisme kurde contemporain.

La jeune fille passe de plus en plus de temps au centre kurde Ahmed Kaya, à Paris. À douze ans, elle n'a pas les préoccupations des jeunes de son âge. Les rapports avec son père, ancien militant nationaliste kurde, se détériorent. À quinze ans, elle est déjà politisée et, rapidement, la fibre du patriotisme la gagne. Après avoir suivi des stages idéologiques aux Pays-Bas et en Allemagne, Farachine accentue son militantisme en rejoignant une unité combattante du PKK qui évolue dans les montagnes du Nord de l'Irak. Membre à part entière de la guérilla repliée sur le mont Qandil, elle veut se battre et défendre la cause kurde, la cause des femmes, la cause du président *Apo* (« oncle » en kurde), incarcéré sur l'île d'Imrali.

Les relations de Farachine avec sa famille demeurée en France sont presque interrompues : la jeune combattante adresse de temps en temps des photos à sa mère. Mais elle est toute à la guérilla et à la vie en collectivité, selon les préceptes d'*Apo*. Elle suit des cours théoriques, cultive un potager, s'entraîne au maniement des armes, participe à des opérations militaires. Elle manie le fusil-mitrailleur BKC, côtoie des camarades masculins et montre un courage et une détermination au moins aussi forts que les leurs.

Amazone illustre que l'engagement de jeunes Kurdes au sein du PKK recèle bien une dimension anthropologique : le parti kurde a rempli la fonction de seconde famille pour une première génération de Kurdes nés et/ou élevés en Europe, déboussolés par le processus d'acculturation (France) ou de ségrégation (Allemagne)

que la condition de fils d'immigrés entraîne, et il a assuré une certaine promotion de la femme kurde ; le PKK, depuis 2004, recueille une seconde génération, à laquelle appartient Farachine, venue à la politique au moment de l'arrestation d'Öcalan au Kenya en février 1999. Cette génération constate les faibles progrès de la démocratisation en Turquie et les blocages culturels et institutionnels qui freinent la reconnaissance pleine et entière de l'identité kurde.

Le livre d'Olivier Tournon constitue une source d'informations précieuses pour qui veut cerner le profil et les motivations d'une militante kurde élevée en France et, aussi, une introduction pédagogique à ce dossier redoutablement complexe qu'est la question kurde, qui ne se limite plus aujourd'hui aux parapets de l'Orient : le mérite de ce livre est de dévoiler une des courroies de transmission qui relie le Kurdistan et l'Europe. La question kurde ne saurait être cantonnée aux escarmouches entre les guérilleros et les soldats turcs dans le « Sud-Est anatolien ». Le lecteur pourra s'en convaincre en lisant le livre de Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'un de nos meilleurs spécialistes du Moyen-Orient.

Sociologue de la violence au Moyen-Orient, Bozarslan livre, dans *Conflit kurde*, une analyse politique et sociologique de la question kurde. Douze ans après *La question kurde* (1997), le chercheur propose une seconde analyse panoramique des conflits kurdes, dont la constance a fragilisé les États sans parvenir à compromettre leur durabilité. Le livre vient à propos rappeler que la conflictualité au Moyen-Orient ne se limite pas aux relations israélo-arabes : compte tenu des pays qu'elle concerne – la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie – et des intérêts économiques et stratégiques des Européens, des Américains, des Russes et des Chinois dans la région, la question kurde constitue déjà et constituera encore plus un enjeu régional et international.

Afin de rendre mieux la complexité du problème kurde, Bozarslan a choisi de privilégier une démarche sociologique. Il prend acte du tournant des années 2000 : certes, à l'échelle régionale, l'arrestation en février 1999 d'Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK, entraîne un certain désintérêt pour la question kurde, reléguée au second plan par la politique du double *containment* de Clinton contre l'Iran et l'Irak, la réintégration de la Syrie dans la sphère des relations internationales et les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ; mais, à l'échelle locale, la contestation se déroule dans un espace largement urbain et le nationalisme kurde, longtemps ancré à gauche, désormais privé de référentiel marxiste-léniniste, traverse une crise qui contraste avec la ferveur idéologique qui baigne le Moyen-Orient.

La question kurde a gagné en intensité durant cette courte (et inachevée) période d'incubation. Depuis la guerre en Irak en 2003, les dossiers kurdes, refermés un temps dans chaque pays impliqué, se sont rouverts : en Turquie, la guérilla du PKK a repris depuis 2005, à une moindre intensité qu'il y a quinze ans, il est vrai, mais elle parvient à recueillir un écho dans une jeunesse désœuvrée, patriote, mais aussi plus indépendante du politique ; en Syrie, la répression policière et la négation culturelle ont, depuis la chute de Saddam Hussein, entraîné un regain du nationalisme kurde, qui s'exprime dans le cadre souple de Yekiti, une organisation qui prône pacifiquement la démocratisation du régime syrien ; en Iran, après la déception des années Khatami (1997-2005), les Kurdes iraniens, réprimés par l'armée iranienne, écartés des hautes fonctions dans l'administration et privés d'investissements, ne revendiquent plus « l'autonomie dans

un Iran démocratique », mais un statut fédéral dont le cadre pourrait s'inspirer de l'expérience kurde irakienne ; en Irak, enfin, les Kurdes, malgré les querelles qui les opposent à Bagdad au sujet du pétrole, disposent d'une très large autonomie dont le débouché pourrait être indépendantiste : « Nul doute, écrit Bozarslan, que l'on assiste à une expérience de construction étatique qui ne dit pas son nom. »

C'est tout le mérite de l'auteur que de présenter en une centaine de pages une synthèse qui à la fois relie globalement les nombreux acteurs et enjeux de la question kurde et cerne les singularités de chaque théâtre local kurde. Ainsi, il est clair que l'autonomie kurde irakienne exerce une forte attraction sur les Kurdes de Syrie, d'Iran et de Turquie ; ou que la relance de la guérilla du PKK, retranchée dans les montagnes du Nord irakien, poursuivie par l'armée turque sur le territoire irakien au cours de l'hiver 2007-08, tend à déstabiliser la Région autonome du Kurdistan et l'État irakien ; ou que l'émergence du PJAK (Parti de la vie libre au Kurdistan) en 2003, « à la fois pleinement kurde iranien et idéologiquement, voire organiquement lié au PKK », également ouvert aux Kurdes de Turquie, redistribue quelque peu les cartes en Iran et en Turquie. Selon Bozarslan, trois catégories actives et autonomes du politique semblent devoir jouer un rôle grandissant dans les conflits kurdes : les femmes, la jeunesse et les intellectuels.

On peut émettre quelques regrets à propos de deux sujets, que l'auteur ne fait qu'effleurer sans doute par manque de données statistiques disponibles : la portée de la dimension démographique pour la résolution de la question kurde est minorée, alors qu'elle conditionne le dénouement politique de la question kurde dans chaque État concerné – la Turquie et l'Iran ont globalement réalisé leur transition démographique, mais qu'en est-il des Kurdes, notamment en Irak ? – et que le grand écart entre la diaspora kurde en Europe et les Kurdes du Proche-Orient recèle pour la société kurde une force de perturbation étrangement sous-estimée ; la poussée chinoise au Kurdistan irakien n'est pas suffisamment soulignée, lors même qu'elle bouleverse et bouleversera encore plus à l'avenir l'ordre géopolitique régional et mondial. Ces deux réserves ne sauraient en aucun cas réduire l'intérêt de la démarche de Hamit Bozarslan, qui propose un ouvrage densément écrit et solidement documenté, alliant la connaissance du passé à la compréhension du présent.

Presque vingt ans après la fin de la guerre du Golfe, qui la porta sur la scène médiatique et politique, la question kurde reste irrésolue. Mais elle n'est plus forcément insoluble.

Raymond Aron, liberal réaliste

Marc Crapez*

À propos de Christian Bachelier, *Raymond Aron*,
éd. CulturesFrance, coll. « Auteurs », ministère des Affaires étrangères, 2007, 92 pages.

Ce recueil se feuillette comme un bel album mais il a de la substance. Christian Bachelier s'y entend pour dénicher le texte qui vient à point. Il exhume notamment des articles de revue de *Liberté de l'esprit* puis de *Preuves*. Analyste hors pair de la société industrielle, Aron explique ses évolutions, les demandes de démocratisation qu'elle comble, les satisfactions qu'elle procure et les petitesesses qui la guettent. C'est un mouvement où « nul ordre ne s'établit qui mette un terme au changement ». En lisant le livre de Bachelier, on peut se demander si l'apport d'Aron n'a pas été sous-évalué concernant son influence sur François Furet, la pertinence de son analyse du totalitarisme et, à l'intersection des deux, sa contribution à la sociologie compréhensive ou individualisme méthodologique en sciences sociales.

En observant que les Vendéens « combattaient pour leur univers, non pour leurs chaînes »², Aron prépare le terrain aux travaux de Furet et à son approche critique du *catéchisme révolutionnaire*. De même quand il souligne l'antinomie entre révolution et démocratie, dont l'association est « comparable au "cheval ailé" ». Concept en lui-même contradictoire, il permet à l'intellectuel de fuir la réalité et de rêver la réconciliation de ses désirs contradictoires ». Occupé à « réfléchir sur le cours de l'histoire », et particulièrement sur l'histoire du XX^e siècle, Aron offre des pistes de recherche que ni Furet ni ses émules n'ont encore approfondies, telle la « vulnérabilité de la France libérale du XX^e siècle ». Pour ce faire, Aron nous lègue des recommandations de saine méthode. Lui qui fit droit aux notions de *construction des faits* et de *dissolution de l'objet* ajoute : « Certes, mais ces subtilités philosophiques n'excluent pas de solides évidences ». Notamment ce précepte, pour utiliser un bien grand mot épistémologique : « La charge de la preuve incombe manifestement à ceux qui prêtent aux événements une signification profonde, inconnue des acteurs ». Autrement dit, jusqu'à preuve du contraire et jusqu'à plus ample informé, il est de bonne méthode de tenir grand compte des significations que les gens prêtent à leurs actes. Autre conseil, simple mais probant, à propos des événements de 1968 : « Reprenons le film, séquence par séquence, et l'impression de mystère s'atténue ». À rebours des théories de l'énigme, grâce auxquelles certains sociologues s'octroient un don de divination par-delà un halo d'épais brouillard, Aron explique que ces sensations énigmatiques viennent de ce que l'on a oublié de sérier les problèmes. Ce qui vaut y compris pour le nazisme qui devient intelligible si l'on « subdivise la question »³.

C'est à tort que d'aucuns regardent l'interprétation aronienne du totalitarisme, avec sa notion de religion séculière, comme simplette et dépassée. Soucieux d'échapper

** Chercheur en science politique associé à Sophiapol (Paris-X), est notamment l'auteur de *Naissance de la gauche* (éd. Michalon, 1998), *Défense du bon sens ou la controverse du sens commun* (éd. du Rocher, 2004) et *Un besoin de certitudes. Anatomie des crises actuelles* (éd. Michalon, 2010).

² R. Aron, *L'Opium des intellectuels*, cité par P. Hassner, in C. Bachelier et E. Dutartre (éd.), *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international de Budapest, éd. de Fallois, 2002, p. 51.

³ Cité in C. Lefort, *ibid.*, p. 91.

« à l'orgueil rationaliste et au fatalisme biologique », qui convergent dans l'« idolâtrie de l'histoire », Aron approfondit son intuition initiale en définissant le totalitarisme comme « l'intervention illégitime d'une collectivité politique dans l'activité d'une collectivité spirituelle » et spécifiquement « la volonté de subordonner les œuvres multiples dont l'homme est créateur, les collectivités multiples auxquelles il appartient, à la collectivité politique elle-même soumise à la volonté exclusive d'un parti et finalement d'un homme ». Irruption du profane dans la sphère du sacré et du monisme de l'État dans les affaires pluralistes de la société. Dans un article de 1949, Aron cerne les logiques meurtrières latentes : « La valeur absolue du but justifie le cynisme dans l'action. Puisque rien ne vaut au-delà de la fin révolutionnaire, puisque les règles morales n'ont qu'une signification historique et sont marquées par leur origine de classe, le croyant emploie avec bonne conscience tous les moyens, si immoraux puissent-ils paraître au regard des idées traditionnelles. » Des militants peuvent participer aux meurtres de masse parce qu'ont été forcés tous les verrous moraux et simultanément au nom d'une moralité supérieure en conformité apparente avec certaines valeurs morales classiques. En 1941, dans *La France libre*, Aron souligne que même le nazisme « se nourrissait d'aspirations morales. Dévouement à la collectivité, obéissance inconditionnée au devoir, si dur soit-il, capacité d'héroïsme, toutes ces vertus sont celles, effectivement, qui assurent la grandeur des peuples. Le romantisme de la violence ne serait pas si dangereux s'il ne faisait appel qu'aux sentiments bas ». En 1956, dans *Preuves*, Aron expose : « L'analyse politique gagne à se dépouiller de toute sentimentalité [...] Ne nous croyons pas tenus de déraisonner pour témoigner de nos bons sentiments. »

On pourrait prolonger cette approche de ce que le maître avait en tête en rapprochant ce refus, réitéré, d'exhibition de « bons sentiments »⁴, de la perception directe qu'Aron eut du totalitarisme comme *manipulation de l'enthousiasme* par une religion séculière. Conscient du risque de corruption des bonnes intentions, Aron arrête sa ligne de conduite dès 1937 : « Les intellectuels devraient avoir une compétence économique, diplomatique, politique. »⁵ Par la suite, il n'hésite pas à reconsidérer ses propres écrits et recherche « l'équité, qui n'équivaut pas pour autant à l'équidistance ». En nous donnant à voir tout ce qui séparait le libéralisme d'Aron de l'engagement « bovaryste d'intellectuels fascinés par les totalitarismes », Christian Bachelier ne démérite pas de qualités qu'il délimite chez son modèle.

⁴ R. Aron, *Mémoires. 50 ans de réflexion politique*, Julliard, 1983, p. 79.

⁵ *Ibid.*, p. 144.

2010, l'année de la Russie en France : la dimension culturelle

Eugène Berg

À propos de Dominique Fernandez sur *L'âme russe*, photographies d'Olivier Martel, Philippe Rey, 2009, 160 pages ; Nicolas Gogol, *Nouvelles Complètes*, Ed. établie et présentée par Michel Niqueux, Gallimard « Quarto », 2010, 998 pages ; Alston Purvis, Peter Rand et Anna Winestein (dir.), *Les Ballets russes Arts et design*, Hazan, 2009, 208 pages grand format ; Vladimir Pozner, *Tolstoï est mort*, Christian Bourgois, 2010, 286 pages ; Alberto Cavallari, *La fuite de Tolstoï* ; Dominique Fernandez, *Avec Tolstoï*, Grasset, 2010, 336 pages ; Olga Medvedkova, *Les icônes en Russie*, Découvertes Gallimard, 2010, 160 pages ; Emmanuel Rimbert, *Le Chapeau de Barentsz*, éd. Magellan, 2009, 176 pages ; Astrid Wendlandt, *Au bout du monde. Une vagabonde dans le Grand Nord sibérien*, Robert Laffont, 2010, 280 pages ; John Dundas Cochrane, *Récit d'un voyage à pied à travers la Russie*, Ginkgo éditeur, 263 pages, 2002.

L'année 2010, année croisée de la Russie en France et de la France en Russie, a-t-elle été choisie en fonction de seules opportunités calendaires, diplomatiques et politiques, ou résulte-t-elle d'un choix plus subtil, coïncidant avec de grandes commémorations ? Celle, en premier lieu, du 100^e anniversaire de la mort du géant des lettres russes et mondiales Léon Tolstoï, auquel un inconnu avait adressé une lettre en 1909 en le nommant du nom « Titan de la Russie », et qui se disait « un humble adepte de vos doctrines, Gandhi » ? On aimerait bien le croire tant les faits culturels semblent occuper une place importante dans le dialogue entre nos deux pays. Déjà en 2009 ce fut le centenaire du triomphe éclatant des Ballets russes de Serge Diaghilev, comme le deuxième centenaire de la naissance de cet autre grand homme de lettres, Nicolas Gogol, qui séjourna, un court moment à Paris, 12 place de la Bourse (l'année 2009 a été déclarée « Année Gogol » par l'UNESCO »).

L'âme russe existe-t-elle ?

Pour mieux entrer dans l'intimité russe, de sa culture millénaire, comment ne pas commencer par la lecture attentive du nouveau livre de Dominique Fernandez sur *L'âme russe*. L'académicien, jadis amoureux de la Méditerranée, a trouvé dans la terre russe, sa littérature, et sa musique, sa peinture et son opéra une sorte de patrie culturelle, une terre nouvelle porteuse d'un riche passé et emplie de promesses. Dès l'incipit, tout semble déjà révélé : « Sainte Russie » ou « âme russe ? Voilà deux locutions usuelles différentes dans leur formulation, mais visant l'une et l'autre à indiquer la dimension « spirituelle » que possède la Russie. Aurait-on l'idée de dire « sainte Italie » ou « âme française » ? S'ensuit un texte fort inspiré, qui s'appuie sur une connaissance de l'histoire et de la littérature, et aussi sur des auteurs clefs comme André Siniavski qui a mis l'accent sur la parenté, dans la langue russe, des trois mots « chrétien », « baptisé » et « paysan ». De chrétien, rapproché, par contamination, de croix, on a tiré le terme *krestiane* (paysans) qui a fini par désigner toutes les couches inférieures de la population et la majorité de la population agricole de la Russie, si opposé à notre dualité paysan-païen. Bien entendu, s'empresse de remarquer Dominique Fernandez, ce concept de « Sainte Russie » ne doit pas être pris au sens réaliste. La « Sainte Russie » n'est qu'une utopie, une aspiration, une terre cachée, inaccessible dont la révélation est

repoussée à la nuit des temps. D'où l'aspiration spirituelle du poumon russe, sa propension à croire en des lendemains qui chantent, sa grande patience. Cette idée qu'il y a une autre Russie que la Russie actuelle a sous-tendu aussi, pense-t-il, l'utopie communiste. Voilà pourquoi Dominique Fernandez a choisi d'intituler son livre *L'âme russe* plutôt que Sainte Russie : pour indiquer à quel point la dimension spirituelle déborde le cadre religieux. De fait, cette âme déborde, s'épanche, franchit les limites géographiques, temporelles. Un héros russe, entre tous, Eugène Onéguine, de son retour d'Europe, petite et étriquée par maints côtés, part à cheval, empressé qu'il est de contempler la sainte Russie, ses champs, ses déserts, ses cités et ses mers. Suivons-le, aidés par les magnifiques clichés d'Olivier Martel qui saisit cette « âme russe » à l'intérieur des églises, dans la splendeur des costumes et la somptuosité de la liturgie, chez ces paysans qui causent près d'une palissade, ces enfants qui pêchent au bout d'une jetée. Bien sûr, le concept d'« âme russe » est discutable. Il n'empêche : cette âme, notre plume et notre œil l'ont perçue dans mille recoins de cette immense terre russe. Un Russe ne contemple pas la nature : il s'identifie aux plaines et aux fleuves qu'il regarde. Ne dit-on pas de la Volga, le grand fleuve russe : « notre mère la Volga ». Nous ne pouvons suivre Dominique Fernandez, dans chacune de ses réflexions : « Que l'on songe au *Lac* de Lamartine, et on verra tout de suite ce qui distingue un poète russe, tourné vers la célébration, vers l'extase, et un poète français, enfermé dans le ressassement de sa vie personnelle ». Fort beau livre donc qui admire, ausculte, nous promène dans des lieux chargés d'âme, qui explore les relations de l'homme au monde, s'interroge sur l'écrire, le peindre et le composer de la musique. Un détour obligé aussi sur les traits de caractère, les coutumes et faits divers, les superstitions, la bravoure, l'à-peu-près, le simple, l'idiot et l'innocent, le moment présent, le fatalisme. Et puis le passage par deux titans russes : Andreï Tarkovski, l'auteur de *L'Enfance d'Ivan*, d'*André Roublev*, de *Nostalghia*, du *Sacrifice*, le plus grand des cinéastes russes de la seconde moitié du XX^e siècle, et Tolstoï auquel il a consacré un livre pénétrant.

Pour saisir cette âme russe, il faut relire Gogol. *Le Revizor*, *Les Âmes mortes*, *Le Journal d'un fou*, autant de pièces qui figurent régulièrement au répertoire des scènes de l'Hexagone, adaptées pour la dernière. La figure de Tarass Boulba est passée à la postérité. Nous sommes tous sortis du *Manteau* de Gogol s'est écrié un des grands écrivains russes. Le volume de Quarto, riche, documenté, offre un panorama à peu près complet de l'œuvre gogolienne, déjà connue, mais comporte aussi des textes rares ou inédits en français : *Descriptions de la perspective Nevski*, qui ne figure pas dans la Pléiade, *Commentaire sur le système des grades*, le tchin, moqué par Gogol, essais, critiques, réécritures modernes.

Alors, qui est Gogol ? se demande d'emblée Michel Niqueux. Réaliste, fantastique, satirique, comique, moraliste ? Cette incroyable variété des genres et des styles fut bien l'une de ses caractéristiques principales. La langue de Gogol est sa matière première. C'est de cette pâte verbale, éclaire Michel Niqueux, que naît le personnage gogolien, sa langue et son style sont ce qu'il y a d'authentiquement vivant dans son univers d'âmes mortes. Les mots sont pour lui des êtres vivants qui ont une âme (russe) : « Le langage de l'Anglais dénote une connaissance approfondie du cœur et de la vie ; celui du Français brille d'un éclat léger, pimpant, éphémère ; l'Allemand rumine longtemps une phrase alambiquée dont le sens échappe à bien des gens, mais aucune parole ne jaillit aussi spontanément du cœur, ne bouillonne, ne frissonne d'une

vie aussi intense, qu'une parole russe bien sentie » (*Les Ames mortes*, fin du chapitre V).

Pour la première fois depuis sa fondation, l'Académie française décida de se faire représenter à l'étranger à la commémoration solennelle d'un écrivain étranger, en l'occurrence par Eugène Melchior de Vogüé, le 9 mai 1909, lors de l'inauguration du monument élevé à la mémoire de Nicolas Gogol. L'auteur du *Roman russe*, qui avait révélé la riche littérature russe à la France, déclara qu'en envoyant son directeur à Moscou, l'Académie avait voulu signifier que la Russie, n'était plus, pour les Français, l'étranger. « Comme Cervantès, Gogol a mis dans ses peintures toutes nationales, une connaissance de l'homme si étendue, si profonde, que ces images localisées font vibrer les cœurs et réfléchir les esprits partout où il y a des hommes ».

Il est reconnu de toutes parts que les Ballets russes ont exercé une influence capitale dans tous les domaines de l'art, en particulier la décoration théâtrale, mais aussi la mode et la décoration intérieure et ce grâce à l'extraordinaire créativité de l'entreprise de Serge Diaghilev. L'ouvrage qui leur est consacré a été conçu à l'origine pour accompagner le festival « Ballets russes 2009 » qui s'est tenu à Boston en mai de cette année. Il a mobilisé la créativité de maintes institutions artistiques bostoniennes et il en est résulté un ensemble fort riche, clair, illustré avec soin et délicatesse. Même s'il nous est impossible de revoir les Ballets, nous pouvons resituer la chorégraphie experte de Michel Fokine, entendre la musique radicale de Stravinski, admirer les images créées pour la compagnie qui ornent les murs de tous les musées du monde, l'Orient sensuel de Léon Bakst, les fêtes galantes d'Alexandre Benois, les couleurs vives de Natalia Gontcharova, inspirées du folklore, la rudesse exubérante de Michel Larionov et les syncopes cubistes de Picasso. Comme l'indique Peter Rand dans le premier article, Diaghilev fut le modèle des impresarios du XX^e siècle. Il avait le génie de la publicité et l'art de s'adapter au public raffiné de ses Ballets. En fait, le « concept » des Ballets russes fut élaboré et peaufiné vingt ans avant leur apparition, en 1909, dans le cadre du *Monde de l'art*, mouvement qui regroupait de manière informelle quelques uns des plus talentueux jeunes gens de la scène artistique saint-petersbourgeoise, Alain Benois, son premier inspirateur, et Léon Bakst. À partir de cette maturation esthétique, les Ballets russes évoluèrent vers un spectacle expérimental qui explorait les relations entre forme, image et contenu. De grandes œuvres sont nées sous sa houlette. La richesse visuelle de ballets tels que *Schéhérazade* (1910) séduisait par son mélange exotique d'« éléments ethnographiques ». Dans une certaine mesure, les « images » de ces ballets remplissaient une fonction similaire à celle des films hollywoodiens durant l'âge d'or du cinéma, offrant momentanément l'oubli à une population lasse, grâce au plaisir de vivre des histoires dramatiques de privilège et de rang, de luxe, de magie, de mystère.

Diaghilev montra au public comment imaginer le futur. Personne à l'Ouest, en 1909 ne pouvait imaginer que des danseurs masculins pouvaient danser ainsi que le fit Adolf Bolm, qui éclipa même Nijinski, avec sa terrible férocité, dans le rôle du chef des guerriers dans les *Danses polovtsiennes* du *Prince Igor*. Ce futur est notre présent. Les affiches des Ballets russes, certaines dessinées par Jean Cocteau ou Pablo Picasso, fort diverses, ouvrirent des voies nouvelles pour ce genre qui s'épanouit si bien au cours du siècle. En regardant les images de ce livre, les photographies et cartes postales, en lisant les textes, le lecteur, au-delà de la nostalgie pour cette brillante époque, trouvera maintes sources d'inspiration.

Centième anniversaire de la mort de Léon Tolstoï

À l'âge de 82 ans, après de multiples tentatives de fuites, de multiples déchirements, de querelles avec son épouse, et au terme d'une union, souvent mouvementée, de quarante-huit ans, le géant des lettres russes et européennes s'est enfui de son manoir de Iasnaïa Poliana, en pleine nuit, accompagné de sa fille, de son médecin et d'un cocher. Il eût voulu que cette fuite ne soit remarquée de personne. Il avait hâte d'en finir avec une vie de luxe alors que tout autour de lui, il ne voyait que misère. Après avoir séjourné un court moment dans le monastère où se trouvait sa sœur bien-aimée Marie, il continua sa route, pour s'arrêter, malade, à la petite gare d'Astapovo, qui devint durant quelques jours le point de mire du monde. On ne mesure pas aujourd'hui quelle personnalité était devenue l'auteur de *Guerre et paix* et d'*Anna Karenine*. Comme l'expliquera fort éloquemment Dominique Fernandez, dans son maître livre sur Lev Nikolaïevitch Tolstoï, le brillant écrivain, maître incomparable de réalisme, avait peu à peu renié, à partir des années 1880, son œuvre littéraire et s'était mué, après une grave crise spirituelle, malgré lui, en une sorte de prophète sans Église, d'apôtre de la non-violence qui correspondait avec Rabindranath Tagore, Romain Rolland et bien d'autres grandes figures de la pensée mondiale. Convient-il de le cataloguer, comme le font maints commentateurs, comme anarchiste ? Je ne le pense pas tant ce mot est chargé surtout de sens politique, et Dieu sait si les Russes, tels Bakounine ou Kropotkine, ont laissé leur empreinte dans ce courant de pensée et d'action. Le comte Tolstoï fut plutôt attiré sur le tard, lassé certainement par tant d'honneurs factices et d'adulation, par une vie simple et tranquille, celle de la nature qu'il aimait tant, de la forêt qu'il arpentait, de vastes horizons, de la rusticité de la vie paysanne qu'il portait haut dans son cœur. D'où ses habits de paysan, sa pratique des travaux manuels. Cette fin de vie a été maintes fois relatée, passage obligé de la critique tolstoïenne. Deux ouvrages viennent de faire l'objet de réimpression. Le premier, *Tolstoï est mort*, a été publié pour la première fois en France en 1935 par Vladimir Pozner. Ce dernier, né en France en 1905, après l'échec de la première révolution, installé à Saint-Pétersbourg en 1917, après la révolution de février, est retourné en France en 1921. Pozner raconte l'agonie, presque heure par heure, de Tolstoï, frappé de pneumonie : autant d'instant pris sur le vif, télégrammes de presse envoyés aux quatre coins de la terre, allées et venues de la famille, rapports de police, tentatives des autorités orthodoxes de ramener Tolstoï dans le giron de l'Église, extraits de journaux, de lettres de Lev Tolstoï, de son épouse Sonia récapitulant les étapes majeures de leur vie commune, marquée par 16 grossesses et la naissance de 13 enfants. Tous ces fragments de témoignages forment une toile des plus riches et sensibles, tissée par les subtils commentaires de l'auteur qui a su fort bien se tenir à distance de ce drame vécu aux yeux de tous alors que Tolstoï aurait voulu, comme son moujik décrit dans *Les trois morts*, s'éteindre dans le silence et l'incognito. Dans un autre petit livre, paru pour la première fois en 1986, *La fuite de Tolstoï*, Alberto Cavallari est plus bref, moins fouillé et plus descriptif : « Pendant sept jours Tolstoï délira, se réveilla, expédia des télégrammes, s'émut, perdit connaissance, délira encore, souffrit ce que souffrent les mourants ».

Avec Tolstoï de Dominique Fernandez est un hymne superbe à la gloire, tout simplement du « plus puissant romancier de tous les temps ». Rien que cela ? Il

s'efforce de le démontrer, nous conviant à une magnifique promenade dans la vie et l'œuvre de Léon Tolstoï si souvent comparé à Dostoïevski. *Crime et châtiment* ou *Les Frères Karamazov*, cas extrêmes, ne sont que des tragédies par rapport à une épopée comme *Guerre et Paix*, le « plus complet des romans jamais écrits ». De fait, j'ai toujours pensé que si Dostoïevski était plus profond, Tolstoï était plus large, plus ample. Le premier a prévu les catastrophes de l'affreux XX^e siècle, avec son cortège de destructions et sa négation de l'humain, le second a embrassé l'humain de la façon la plus complète, en abordant de la naissance à la mort toutes les étapes, toutes les interrogations, tous les lieux de la pensée et de l'action. La vie de Tolstoï n'a jamais été linéaire, celle d'un comte riche et vénéré. Après une enfance, certes radieuse, mais tout de même marquée par la mort de sa mère, puis, à l'âge de neuf ans, de son père, ce furent « vingt années horribles », marquées par le libertinage (il y fit allusion dans *La sonate à Kreutzer*), et la guerre, d'où il tira *Les Cosaques* et les *Récits de Sébastopol*. Après son mariage avec Sonia, sa cadette, ce furent deux décennies de « vie de famille honnête et rangée ». C'est à cette époque que furent écrits ses grands romans *Guerre et Paix*, puis *Anna Karénine*. À la suite de ce livre, il traverse une crise morale et religieuse, d'athée il devient chrétien, mais affranchi des dogmes et institutions ecclésiastiques. Il se met à condamner le luxe, la richesse, l'ordre établi et l'art pour l'art (*Qu'est-ce que l'art ?* 1897). Voyons en quoi est grand le génie littéraire de Tolstoï : « Comme Homère, il ne s'écarte jamais du ton juste... Extrême difficulté de garder du style pour ne peindre que ce qui n'est que commun ». Or, ajoute Dominique Fernandez, ce qui n'est que juste touche peu, parce qu'on le trouve, par une erreur de jugement, moyen. Il a raison d'attribuer cette puissance de Tolstoï à son regard clair, tantôt tranchant comme l'acier, tantôt d'une lueur enjouée, tour à tour dur et bienveillant, qui frappait les visiteurs. Autre trait fondamental : Tolstoï colle par tous ses pores à la nature. Stendhal, qui fut son maître, lui « apprit comment décrire les batailles ». Tolstoï s'ingénia à dégonfler les phrases, à couper les ailes au lyrisme, allant encore plus loin que son modèle. Dominique Fernandez replace Tolstoï dans l'univers des lettres. L'esprit, quand on s'y consacre avec une dévotion passionnée, abrège la vie (Pascal, Nietzsche, Dostoïevski), alors que la nature conserve la santé et assure une longue et majestueuse vieillesse à ceux (Goethe, Hugo, Tolstoï) qui l'ont servie consciencieusement. Même après avoir renié l'art pour l'art et s'être adonné plutôt à des ouvrages pédagogiques, mystiques, Tolstoï n'avait rien perdu de son génie littéraire quand il écrivit ses derniers chefs d'œuvre *Résurrection* (1899), *Hadji Mourat* (1896-1904) ou sa pièce *Le cadavre vivant* (1900). Lisons donc Dominique Fernandez sans même nous demander s'il va trop loin dans l'éloge de Tolstoï, et reprenons aussi à cette occasion connaissance des grands esprits qui l'adulèrent en son temps comme Romain Rolland, qui publia en 1910 une *Vie de Tolstoï*, complétée en 1928 – un des meilleurs livres que l'on ait consacrés à l'écrivain. Dans *Qu'est-ce que l'art ?*, Tolstoï a livré son message pour l'avenir, qu'il convient toujours de méditer, au-delà des péripéties du réalisme socialiste : « *L'idéal de la perfection, dans l'avenir, ne sera plus le degré de particularité des sentiments mais au contraire leur degré de généralité. L'artiste ne cherchera plus, comme aujourd'hui, à être obscur, compliqué, et emphatique, mais au contraire à être bref, clair et simple... Et c'est seulement quand l'art aura pris ce caractère... qu'il recommencera enfin à réaliser sa destination finale,*

qui est de réunir les hommes par l'expression de sentiments communs à tous les hommes. »

Ceux qui n'auront pas eu la chance de visiter l'exposition « Sainte Russie » qui « conquiert le Louvre », titra *Le Monde* du 3 mars 2010, et qui n'auront pu se procurer son volumineux catalogue, pourront se consoler par la lecture de *Les icônes en Russie* d'Olga Medvedkov. Elle nous indique que c'est à partir de la « découverte » de *La Trinité* de Roublev, en 1904, que s'est ouverte une nouvelle période de l'histoire des icônes en Russie. Depuis le début du XVIII^e siècle, elles étaient considérées par les élites occidentalisées, éprises d'Antiquité classique et de Raphaël, comme des objets de culte populaire sans valeur artistique. Désormais, les icônes redeviennent des préoccupations culturelles de ces mêmes élites. Le comte Grigori Strogonov, le premier, constitua une collection. Henri Matisse, venu à Moscou à l'invitation de son collectionneur, Sergueï Chtchoukine, s'écria, émerveillé après avoir visité les églises du Kremlin : « *Nulle part je n'ai vu une telle révélation du sentiment mystique, parfois même de l'effroi religieux... Je n'ai vu nulle part une telle richesse, une telle pureté des couleurs, une telle spontanéité de la représentation... Il faut venir s'instruire ici, car c'est chez les primitifs qu'il convient de chercher l'inspiration* ». Ce changement d'attitude devant les icônes fut provoqué, pour une grande part, par une perception nouvelle de Byzance. Et de rappeler le mot de saint Jean Damascène, en 730 : « *C'est du Dieu fait chair, qui a été vu sur terre en sa chair et qui a vécu parmi les hommes dans son indicible bonté... c'est de lui que nous fabriquons une image* ». Beauté des images, icônes miraculeuses. Passionnante donc que cette histoire des icônes, de leurs différentes écoles et de la lutte entre tradition et innovation.

Voyages

Dans *Le Chapeau de Barentsz*, Emmanuel Rimbert s'est lancé sur les traces du célèbre navigateur hollandais William Barents, qui prit pour la troisième fois, en 1597, la route du grand Nord, persuadé qu'il y avait là un passage vers la Chine et l'Asie, et mourut gelé, avec son équipage, au-delà de la Nouvelle-Zemble. Le navigateur donna son nom à la mer de Barents où se trouve l'immense champ de gaz de Chtokman. Un récit qui mêle réminiscences historiques et descriptions des lieux de cet univers boréal, redoutable et enchanteur.

Astrid Wendlandt, journaliste franco-canadienne, s'est prise d'amour pour les Nenets, ces derniers nomades du Grand Nord sibérien. Elle a séjourné chez eux dans la toundra hostile pour chercher à comprendre comment ces hommes, grâce à leurs croyances et leurs coutumes, ont su préserver leur culture à l'opposé des Inuits du Canada. La culture des Inuits s'est dissoute dans l'alcool, le cholestérol et la social-démocratie. Même si tout ceci apparaît un peu imagé, voire simplet, ce témoignage vivant ne manque pas de spontanéité.

Tout autre est le témoignage de John Dundas Cochrane, qui partit de Londres en 1820, et entreprit seul un périple à pied à travers l'empire russe jusqu'aux confins de l'empire du Milieu. Seul un capitaine de la marine pouvait entreprendre, pendant trois années, une telle expédition, dont il ramena une épouse, une jeune Kamtchadale. Quelle intrépidité, quelle inconscience, chez ce marin déjà aguerri qui est parti, muni d'un équipement rudimentaire, convaincu qu'il pourrait effectuer le tour du monde à pied en traversant le détroit de Béring ? Curieux homme en vérité qui s'est attaché à recenser,

partout où il passa, le nombre d'habitants, de maisons, d'animaux. Il mesura les distances entre les villes, établit des statistiques sur la surface disponible par tête, les rations alimentaires, la consommation moyenne d'alcool. Tout au long de son récit, le style reste sobre. « J'étais sur la Volga, un fleuve magnifique... La vitesse du courant était de deux nœuds et demi. Nous arrivâmes au Baïkal. On peut dire que la proximité de ce lac insondable est l'une des plus belles du monde ». Ce récit comprend une foule de renseignements d'ordre géographique, ethnologique et social sur les contrées qu'il a traversées, depuis les chutes de l'Angara jusqu'à la Kolyma puis le Kamtchatka. Comment ne pas être ému de sa tendre conclusion ? « J'affirme que ce peuple, qui est l'un des plus ignorants et incultes, est aussi l'un des plus accueillants et des plus amicaux ».

Dans les coulisses du cinéma des années trente

Jean-Kely Paulhan

À propos de Jacques Choukroun, *Comment le parlant a sauvé le cinéma français. Une histoire économique 1928-1939*, Perpignan, Association française de recherche sur l'histoire du cinéma/Cinémathèque euro-régionale Institut Jean Vigo, 2007, 328 pages.

Comment un livre peut-il être à la fois passionnant et ennuyeux, utile et parfois futile ? Qui peut nier que l'étude économique de l'industrie du cinéma, de la façon dont l'argent fabrique des images collectives par l'intermédiaire d'un réseau d'acteurs très différents (dont la hiérarchie est mouvante : réalisateurs, comédiens, producteurs, exploitants, distributeurs), est nécessaire ? La naissance d'un film, sa diffusion, dépendent de sommes d'argent énormes, qu'il faut mobiliser à bon escient, c'est-à-dire de sorte que l'investisseur voie dans l'entreprise la promesse d'un bénéfice. À cet égard, l'écrivain, solitaire qui a besoin de papier et d'encre, est dans une situation différente de celle du cinéaste, qui, même grand artiste, travaille pour une industrie.

L'entre-deux-guerres est une période riche d'enseignements pour nous, par ses différences bien sûr (le cinéma a le monopole de l'image animée), comme par les parallèles qu'elle permet : bouleversements techniques (l'arrivée du parlant peut se comparer à celle du numérique), regroupements et fusions, obsession, pour des raisons aussi bien économiques que culturelles, de maintenir un cinéma français vivant, sur son marché naturel et à l'étranger, contre le rouleau compresseur américain, favorisé par la plus grande diffusion de l'anglais ; interventions politiques aussi, avec, d'un côté, le gouvernement français, poussé par « la profession » (dont les différents secteurs peuvent avoir des intérêts divergents), de l'autre, Hollywood (constamment soutenu par le gouvernement américain et ses diplomates).

Ennuyeux, le livre ne nous fait grâce d'aucun rapport officiel, d'aucun article de la presse spécialisée. C'est le prix à payer, finalement, pour un travail universitaire minutieux, qui s'efforce de ne rien avancer qui ne soit prouvé par les archives. Mais le voyage vaut la peine, car, ces plaines arides franchies, le lecteur arrive à mieux comprendre d'où sort « l'exception culturelle » à la française d'aujourd'hui, à mieux saisir aussi la formidable continuité de notre politique, au fond peu affectée par d'inévitables revers ni par l'alternance de gouvernements de droite et de gauche.

On n'entre pas dans un tel livre tout à fait par hasard. Son public comprend forcément des amoureux du cinéma, qui ont pu adorer *Chantons sous la pluie*, ont aussi lu et relu le magnifique *Ciné-Roman* de Roger Grenier, ont pu voir grâce à quelque ciné-club *Étoile sans lumière* (1946), de Marcel Blistène, et se rappellent la scène où le directeur du « théâtre cinématographique » vient annoncer à son cher public l'arrivée prochaine du parlant, devant la pianiste médusée qui se retrouve chômeuse. (Musiciens et artistes disparaissent des cinémas à partir de 1931).

Ouvrage fascinant parce que résonnent dans ses pages austères tant de répliques, surgissent tant d'images, qui ont aussi accompagné notre existence d'avant Internet. L'histoire économique du cinéma français de la décennie qui précède la Seconde Guerre mondiale est d'abord marquée par l'échec technique du procédé français de « parlant » : ce sont des sociétés américaines et allemandes qui vont contrôler cette nouvelle technique, qui coûtera très cher et ruinera le rêve de création de grandes sociétés à l'américaine, associant production, distribution et réseau de salles. Les faillites de

Gaumont et de Pathé (exploitée pour la dernière par la propagande antisémite sous l'Occupation), malgré l'énormité des recettes enregistrées dans les cinémas, paraissent dues surtout aux investissements considérables exigés par le passage au parlant (et l'amélioration du confort des salles dans un contexte de rude concurrence). En même temps, l'effondrement de ces géants permet à des artisans de maintenir ou de développer une présence auprès du public populaire, en partie grâce à des studios bien équipés, dont le coût de location baisse. Duvivier, Renoir, Guitry, Carné, Pagnol, attirent les foules, également demandeuses d'acteurs français, tel Raimu, garantie de recettes importantes. L'époque ignore encore les étiquettes de films « artistiques » ou « grand public » et commerciaux.

Les difficultés techniques du doublage et le goût du public pour « ses » acteurs amènent à tourner successivement des versions française et allemande d'un même film dans les studios allemands, coopération qu'affectent assez peu les tensions internationales croissantes. Cela n'empêche d'ailleurs pas les techniciens du studio Pathé de la rue Francoeur de chanter, poings levés, *L'Internationale*, devant Leni Riefenstahl, en visite à Paris en 1937.

Si le parlant a relancé la fréquentation des salles, la production n'a pas suivi, ni en qualité ni en quantité ; et les difficultés à l'exportation des films français ne s'expliquent pas seulement par le poids politique des États-Unis. La concurrence est avivée par l'importance du cinéma dans l'économie américaine, certes, mais aussi par les pressions des exploitants français eux-mêmes : les films de Hollywood, peu chers, représentent la promesse de bénéfices rapides et assurés.

Un accord commercial entre les deux pays, en mai 1936, assouplit les conditions d'importation en France (avant le fameux accord Blum-Byrnes de 1946). C'est à cette époque que remonte la déclaration, maintes fois réaffirmée : « *Le film n'est pas une marchandise* ». C'est alors que se met en place aussi l'organisation de l'industrie du cinéma en France, sous l'égide de l'État, dont les grandes lignes sont définies par les rapports Petsche et Carmoy. Le système actuel d'aide aux salles d'art et d'essai et à la production de films d'auteur s'inscrit dans une entreprise de défense du cinéma national (et aujourd'hui des cinémas marginaux ou marginalisés par rapport à Hollywood), assortie d'un contrôle strict des recettes réelles des salles, longtemps refusé par la profession.

Jamais cette intervention de l'État, continuée sous Vichy, malgré la rupture et malgré les difficultés budgétaires, prolongée et approfondie sous la IV^e et sous la V^e Républiques, n'a abouti à un cinéma officiel. Même dans la France occupée, où les censures française et allemande surveillaient étroitement les films, les rares tentatives dans ce sens ont été des échecs immédiats, comme le montre J. Siclier dans *La France de Pétain et son cinéma*.

La Turquie

Philippe Boulanger

À propos de Marc Semo, *La Turquie. La révolution du Bosphore*, préf. d'Ahmet Insel, Éd. du Cygne, 2009, 268 pages.

Responsable de la rubrique « Monde » à *Libération*, spécialiste de la Turquie, Marc Semo couvre l'actualité de ce pays composite. Ce recueil d'articles publié chez une maison d'édition prometteuse retrace l'évolution récente de la Turquie, notamment depuis que le Parti de la justice et du développement (AKP) est parvenu au pouvoir en 2002. Trois grands axes guident le livre : l'AKP, l'Europe et les enjeux sociaux, religieux et minoritaires.

L'AKP, emmené par son chef charismatique Recep Tayyip Erdogan, fait l'objet de longs articles où la personnalité du dirigeant et la politique du parti sont analysées au fil des mois et des échéances en politique intérieure et européenne. Maire du Grand Istanbul entre 1994 et 1998, Erdogan, devenu Premier ministre après la victoire de l'AKP aux élections législatives de novembre 2002, se montre à la fois séducteur avec le milieu des affaires, susceptible à l'endroit des médias qui critiquent ses choix et préoccupé des catégories de la population les moins favorisées.

Il est vrai que l'AKP est en position de force. Le parti des « islamistes » – terme qu'il aurait fallu sans doute discuter davantage – occupe les postes de président de la République, de Premier ministre et de président du Parlement (monocaméral). Il a obtenu 34,3 % des suffrages en 2002, 46,5 % en juillet 2007. Il détient 341 des 550 sièges du Parlement. Sa ligne directrice à la fois libre-échangiste et traditionaliste rencontre un écho certain parmi la population, à l'exception de la frange républicaine et laïciste souvent constituée d'élites intellectuelles et politiques. Le journaliste insiste sur la tension palpable entre les *dinci* et les *laïci*, qui agite la République kémaliste : le réseau ultranationaliste Ergenekon qui a œuvré en coulisses à déstabiliser le gouvernement d'Erdogan en est la manifestation la plus inquiétante.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le regain de traditionalisme religieux est plus vif. Si les cadres du parti se disent « musulmans-démocrates », il n'en demeure pas moins qu'une conception conservatrice de l'islam gagne une partie de la population : l'antisémitisme turc est moins complexé, la pratique de la bigamie moins honteuse. L'ébullition autour des caricatures de Mahomet en 2006 a également montré que le seul pays officiellement « laïc » du monde arabo-musulman pouvait se montrer irritable sur le thème de la religion. De même, l'habile Premier ministre turc tient à réintroduire le voile dans l'enceinte universitaire et l'administration, dont il est exclu jusqu'à aujourd'hui.

Un autre thème central du livre de Marc Semo est, bien sûr, l'enjeu européen. Les prises de position parfois caricaturales des dirigeants politiques en France, en Allemagne et en Autriche, trois pays où la candidature turque à l'entrée dans l'Union européenne est très controversée, sont souvent perçues en Turquie comme des attaques contre un « pays musulman » qui chercherait à rejoindre illégitimement un « club chrétien » ou comme une méfiance tiers-mondiste injustifiée à l'égard d'un pays au développement économique rapide (mais anarchique) et à la population jeune (50 % des Turcs ont moins de trente ans). Les Turcs soupçonnent ainsi Nicolas Sarkozy de freiner le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Sur les trente-cinq

chapitres que compte le cursus d'adhésion, seuls dix ont été ouverts. Les petites phrases lancées par certains hommes politiques français ou européens sont reçues en Turquie sur une tonalité franchement exacerbée. « Après presque dix ans de réformes démocratiques conduites à l'instigation de Bruxelles – dès 1999 par le gouvernement de Bülent Ecevit, le vieux leader de la gauche nationaliste, puis tambour battant par l'AKP à partir de 2002 –, la Turquie s'interroge sur son avenir européen », écrit Marc Semo.

Sur certains points, Bruxelles a, devant des progrès très lents, haussé le ton. C'est le cas de la condition féminine ou de la question kurde. Cette dernière recèle d'ailleurs un véritable potentiel de déstabilisation du pays, en dépit des mesures adoptées depuis l'été 2002 par le gouvernement d'Ecevit. Les Kurdes de Turquie peuvent à présent regarder des émissions en kurde sur certaines chaînes turques et apprendre leur langue dans des instituts privés. Mais les avancées toutes relatives en matière culturelle demeurent très en retard par rapport au degré de conscientisation des Kurdes de Turquie. Le développement économique et la fin de la répression se font encore attendre dans les zones kurdes de Turquie.

Le recueil d'articles de Marc Semo contient également une riche galerie de portraits d'acteurs politiques ou culturels plus ou moins connus du public français : l'écrivain nobélisé Öhran Pamuk, aux prises avec le nationalisme turc ; le cinéaste Nuri Bilge Ceylan, réalisateur du film *Uzak* ; le chanteur kurde Sivan Perver ; l'avocate d'origine arménienne Fethiye Cetin, qui doit affronter la justice pour « insulte à l'identité turque » après avoir relaté sa trajectoire personnelle ; l'universitaire de la gauche laïque Baskin Oran qui, avec d'autres, demande la reconnaissance du génocide arménien ; le romancier kurde Yasar Kemal, ancien cadre du Parti ouvrier de Turquie (POT), très critique à l'égard de la répression d'Ankara contre les Kurdes. Judicieux choix éditorial qui incarne la Turquie en reflétant la texture composite et qui illustre l'idée selon laquelle ce pays conflictuel ne saurait être enfermé dans des stéréotypes où le tiers-mondisme condescendant le dispute à la propagande européiste pro-turque, deux postures qui se rejoignent dans la méconnaissance de la Turquie.

Si la Turquie n'est pas assurée d'obtenir la qualité de membre de l'Union européenne, elle est assurée d'un destin commun avec l'Europe et le bassin méditerranéen. En France, le débat entre les partisans et les contempteurs de l'entrée des Turcs dans l'Union européenne est particulièrement vif – et il pourrait ressurgir à tout moment. Posé, accessible, le livre de Marc Semo vient à point nommé fournir des arguments à ceux qui estiment que la Turquie mérite mieux que les controverses stériles et les préjugés réducteurs.

Un grand du cinéma américain

Côme Martin*

À propos de Lloyd Michaels, *Terrence Malick*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press, Coll. Contemporary Film Directors, 2009, 125 pages

Dernier volume de la série *Contemporary Film Directors* des Presses Universitaires de l'Illinois, *Terrence Malick* se présente comme une introduction à la carrière du réalisateur éponyme. Cette promesse est largement remplie par Lloyd Michaels, qui offre ici au lecteur un travail concis et éclairé sur la carrière d'un réalisateur aussi brillant que discret.

En effet, bien qu'étant en activité depuis plus de trente ans, Terrence Malick n'a réalisé à ce jour que quatre films : *Badlands* (1973), *Days of Heaven* (1978), *The Thin Red Line* (1998), et *The New World* (2005). Ses deux premiers films sont reconnus par les critiques comme des œuvres majeures du cinéma ; en revanche, son retour après vingt ans d'absence connut un succès plus mitigé. Cela est sans doute dû au fait que les deux derniers films de Malick partagent avec les précédents le même rythme et style ; style qui n'est plus en vogue dans le milieu cinématographique actuel comme il pouvait l'être à la fin des années 1970.

Il est certain, en tous les cas, que Malick imprègne ses films d'un style très personnel, qui les laisse se dévoiler dans la longueur, préférant en règle générale l'atmosphère à la cohérence de l'intrigue. Ce style ne peut évidemment pas plaire à tous et le cinéma de Malick a par conséquent souvent été qualifié d'« intellectuel », d'« élitiste » ou « pompeux ».

Lloyd Michaels tente de dépasser ces préjugés et ces généralités en étudiant les films de Malick les uns après les autres, recourant de façon systématique à une analyse croisée avec de grands textes de la littérature américaine, ainsi qu'à une étude détaillée d'un plan clef de chaque film.

Bien adapté à un néophyte ignorant tout de l'œuvre de Terrence Malick, l'ouvrage de Michaels souffre de quelques faiblesses. L'introduction, présentant l'œuvre de Malick en général, semble vouloir embrasser d'un coup le style particulier du cinéaste ; ce faisant, elle égare un peu le lecteur entre les considérations sur l'anonymat des personnages, l'usage de la voix off, le paysage, les caractéristiques partagées des différents personnages principaux, qui se succèdent sans transition. De plus, faire passer la biographie de Malick après ces considérations paraît un peu incongru. Même si l'on perçoit la passion de Michaels pour l'œuvre de Malick, l'auteur reconnaît les critiques faites au cinéaste, notamment son décalage culturel ou social par rapport à l'époque actuelle ; ceci étant, il objecte que cela ne fait pas forcément de Malick un élitiste.

Michaels analyse ensuite *Badlands* et *Days of Heaven*. Il tente des parallèles entre les films de Malick et plusieurs œuvres littéraires américaines : par exemple entre les personnages de Holly dans *Badlands* et Tom Sawyer, ou entre les motifs répétés du même film et ceux de *The Scarlet Letter* ou de *The Great Gatsby*. L'une de ces comparaisons, celle entre Linda de *Days of Heaven* et Huckleberry Finn, apparaît plus convaincante. Michaels indique à plusieurs reprises des procédés scénaristiques de

** Doctorant à l'Université de Paris IV - Sorbonne. Ses recherches portent sur les relations entre le texte et l'image, dans les bandes dessinées et la littérature anglophone contemporaine.

Malick (comme par exemple la mono-dimensionalité de ses personnages), se bornant à rapporter une remarque du cinéaste selon laquelle ces procédés doivent s'expliquer d'eux-mêmes.

L'étude des deux derniers films de Malick, *The Thin Red Line* et *The New World*, est plus originale et construite, cela peut-être parce que Michaels s'appuie moins sur les précédents textes écrits sur ces films et plus sur son opinion personnelle. Cependant il n'est pas sûr que la mauvaise réception de *The Thin Red Line* à l'époque de sa sortie en salles soit due principalement à la sortie de *Saving Private Ryan* un mois plus tôt. Pour Michaels le film de Spielberg, avec son approche hollywoodienne de la guerre, n'aida pas au succès de l'œuvre de Malick, perçue une fois de plus comme trop compliquée et trop élitiste. L'échec commercial du film de Malick n'est-il pas dû à sa propre nature bien plus qu'à sa concurrence avec celui de Spielberg ? En tous les cas, Michaels fait ici allusion avec justesse aux poèmes de Walt Whitman ainsi qu'aux œuvres de Ralph Emerson, de façon plus justifiée que dans les parties précédentes.

Pour *The New World*, sur lequel on n'a pas beaucoup écrit, Michaels résume la quasi-totalité du film, en commentant au fur et à mesure son intrigue, ce qui est plutôt bienvenu. Il établit par ailleurs de convaincants parallèles entre ce film et les précédents, prenant en compte le traitement des relations amoureuses dans les œuvres de Malick. Enfin, l'auteur va jusqu'à comparer habilement Terrence Malick et John Smith, ce qui met un terme tout à fait stimulant à l'analyse des quatre films du cinéaste. L'ouvrage se termine par une très brève conclusion dans laquelle Michaels revendique son admiration inconditionnelle pour Malick, et par là même la subjectivité de son ouvrage, qui s'enrichit également d'une bibliographie très fournie, ainsi que d'un index.

En appendice figurent deux entretiens de Terrence Malick (qui ne sont pas les deux seuls existants, puisqu'une rapide recherche permet d'en trouver au moins deux autres datant des années 1970). Malgré ces petites erreurs (il y en a d'autres, comme une confusion sur le rôle de directeur de la photographie de John Toll sur *Dances with Wolves*, alors qu'il n'a jamais travaillé sur ce film), le livre n'en reste pas moins une très bonne introduction à l'univers de Terrence Malick, relevant plus de l'ouvrage de passionné que de l'étude objective.

L'univers de Malick n'est pas simple d'accès, mais Michaels le résume avec finesse et concision, en apportant aux travaux déjà existants sa propre vision des choses, loin d'être inintéressante.

Quand d'autres lisent notre histoire

Eugène Berg

À propos de Brian Moynahan, *Les Français La traversée du XX^e siècle*, Préf. de Franck Ferrand, Flammarion, 2009, 480 pages.

À l'heure où le pays s'est lancé dans le vaste débat sur l'identité nationale, il peut être utile de se référer aux regards que portent les observateurs étrangers les plus avisés sur la France. Parmi ceux-ci les Britanniques sont particulièrement bien venus. Il est vrai que ceux-ci s'inscrivent dans la vaste tradition ouverte par le *Voyage en France* de Yoing avant la Révolution. On connaît l'œuvre maîtresse de Théodore Zeldin, *Histoire des passions françaises*, qui, il y a près de trente ans, percuta avec tant d'acuité le ciel de nos consciences. Sans s'inscrire dans cette ligne universitaire, l'ouvrage du journaliste Brian Moynahan force l'attention. Car comme le souligne le préfacier « tout y est, le moindre aspect s'y retrouve, digéré par la connaissance vivante d'un auteur qui domine constamment son sujet ». Par la justesse de ses photos autant que par la force de son texte, il effectue un riche parcours du dernier siècle, en fait de 1900 à nos jours, non sans avoir exploré l'âme du peuple français, depuis l'événement fondateur de la Révolution. On y glisse au travers de paragraphes captivants, de photos percutantes, de la Belle Époque et de l'Exposition universelle de 1900, juste consécration du génie français, aux chapitres plus cruels et moins glorieux, de l'Occupation, des guerres coloniales, des luttes sociales parfois violentes, aux univers urbains, de nos banlieues. Ce faisant, Brian Moynahan et son équipe ont su magistralement dépeindre la France au travers de ses mille et une facettes, d'où le titre de l'ouvrage qui correspond d'ailleurs au glissement du titre royal de Charles X à Louis-Philippe, du roi de France au roi des Français. Ce parcours nous montre le chemin qu'a accompli notre pays. A-t-il perdu ses qualités essentielles, fondatrices ? Peut-on encore se reconnaître dans le patriotisme de nos grands historiens du XIX^e siècle comme Fustel de Coulanges, qui exaltait « cet admirable ensemble de civilisation française où l'homme tend, avec un aussi parfait équilibre, vers son triple but de prospérité matérielle, de développement intellectuel et d'amélioration morale » ? L'historien allemand, auteur des fameux *Essais sur la France*, faisant écho à Michelet¹, concluait : « La France, dans son ensemble, est parvenue à l'unité d'une personne ». C'est à voir et à discuter et Brian Moynahan y apporte quelques clefs de réponse.

Le livre est constitué de quinze chapitres, où des textes substantiels précèdent les clichés qui en illustrent les propos. Une introduction couvre les 111 années qui vont de 1798 à 1900 ; puis les chapitres consécutifs couvrent les périodes-clés. Plus on se rapproche des temps présents, plus ils s'amenuisent et perdent de leur saveur. Est-ce le sentiment du trop vu, trop perçu, du manque de recul, de travaux historiques solides ? Le parcours reste toutefois riche et captivant. Dans quel autre pays que la France s'affirme-t-on républicain avec tant de ferveur, les intellectuels tiennent-ils une telle place et ont-ils été aussi longtemps marxistes, voire staliniens ? Si l'on connaît les déclarations d'un Jean-Paul Sartre sur « l'horizon indépassable de notre temps », on a oublié la critique féroce d'un Merleau-Ponty dans *Les Temps modernes* à l'encontre d'Alfred Koestler qu'il a qualifié de traître pour avoir dénoncé les procès staliniens.

¹ « L'Angleterre est un empire ; l'Allemagne, un pays ; la France, une personne ».

Brian Moynahan apparaît maintes fois critique, voire cinglant, à l'encontre des travers français. Il commence par trouver fort étrange que François Mitterrand ait cloisonné ses archives personnelles durant une période de soixante ans alors qu'elles relèvent de la politique de la nation. L'un de nos défauts principaux – grand classique de la comparaison France/Grande-Bretagne – est notre absence de pragmatisme, de flexibilité et de recherche du compromis. Les exemples d'un tel comportement abondent de Charles X refusant tout compromis en juillet 1830 après avoir dissous la Chambre à l'extravagant marquis de Galliffet qui au bras de sa maîtresse parcourait les rues de Paris après sa victoire sur les communards : « Je suis encore plus cruel que vous pouvez l'imaginer ». On verra également si sa remarque à l'égard de notre attitude désinvolte vis-à-vis de la justice restera d'actualité et si, comme il le déplore, « l'impunité dont s'entourent les plus hautes autorités de l'État [...] est l'un des symptômes de cette anomalie ». Il n'hésite jamais à dénoncer une certaine légèreté française, en citant bien des formules connues : « nous sommes prêts jusqu'au dernier bouton de guêtre », ou de rappeler qu'en 1937 le budget militaire prévoyait 30 millions de francs pour les carburants et 128 millions pour les fourrages. Mais par maints endroits, il ne tarit pas d'éloge. Ainsi il est admiratif de l'ascension d'un Émile Loubet, président de la République à la Belle Époque : à l'époque il était inconcevable pour un paysan de devenir Premier ministre de l'Angleterre ou Chancelier d'Allemagne. Cela marquait la victoire de la démocratie. Bien des réussites industrielles françaises sont également citées : de l'industrie automobile, des pionniers du ciel, Blériot traversant la Manche en 1909, sans compter le rôle de Paris dans la vie artistique mondiale. Il y a tant de choses dans ce livre en traits d'esprit, en remarques concrètes, en jugements en pointillé que l'on en reste souvent ébahi. Pourtant, en Britannique, il n'a pas pu éviter c'est là que son propos n'est guère dissimulé de fustiger la propension française à critiquer systématiquement les Américains d'abord et les Anglo-Saxons. Cela remonte au Traité de Versailles et éclate pendant la Libération et de Gaulle. Savait-on que le ministère de la Santé interdit la vente du Coca-Cola comme dangereuse pour la santé et qu'il fallut une décision de justice pour l'autoriser ? Il n'est pas toujours élogieux à l'égard du général de Gaulle ou de ses fidèles, comme Michel Debré, lequel illustre à ses yeux la facilité avec laquelle on passe du pétainisme au gaullisme, que l'on dénomma par la suite « Fidel Castrato ». Une des photos rarement publiées dans nos magazines montre François Mitterrand adossé à un mur à Vichy. Parfois, mais fort rarement, il semble inexact, comme à propos de Daniel Cohn-Bendit, « issu d'une riche famille juive allemande ».

Un autre intérêt de ce livre est qu'il permet de saisir l'état d'esprit d'une époque précise. Caractéristique à cet égard, parmi tant d'autres, est l'année 1930 qui symbolise fort bien une certaine France qui semble coupée du reste du monde, contente, satisfaite et somme toute heureuse avant les tourments à venir. Simone de Beauvoir écrivait alors : « La paix semble définitivement assurée ; l'expansion du parti nazi en Allemagne ne représentait qu'un épiphénomène sans gravité ». À Saint-Nazaire se dresse le paquebot *Normandie*. Le pays ne compte que 18 000 chômeurs enregistrés. 5 milliards ont été investis dans les grands travaux. En janvier, le parlement décide de construire la ligne Maginot. Mermoz effectue son premier vol au-dessus de l'Atlantique Sud. Les troupes françaises évacuent la Rhénanie. La France gagne la coupe Davis pour la quatrième fois ; Jules Ladoumègue bat le record du 1500 mètres ; le PMU est créé. Les

arts fleurissent au cours des années 1930 et les coureurs français gagnent les cinq premiers tours de France de la décennie. Insouciance, nostalgie, nouvelle Belle Époque ? On peut suivre ainsi les années clefs 1940, 1950, 1960, 1970, 1980 jusqu'à 2000.

Au terme de sa fresque, l'auteur ne nous fournit que peu d'éléments d'optimisme. La France a créé une qualité de vie peut-être sans égale dans le monde. Son génie s'est déployé dans tous les domaines des arts et des sciences. « Dans l'âme de la France, pourtant quelque chose – une magnifique extravagance – s'est comme effacée ». La moitié des jeunes veulent rentrer dans la fonction publique. Les jeunes dynamiques du genre qui ont fait les Trente Glorieuses, partent à l'étranger (pour preuve Londres est la septième ville française). On ne descend plus dans la rue pour défendre ses idées, mais pour défendre les « avantages acquis ». Il y a dans tout cela une perte de confiance en soi, une incertitude, une modestie surprenante et injustifiée. La France est trop dure avec elle-même, trop correcte, trop inquiète de ce que pourraient penser les autres. Pourtant il n'emploie jamais le mot « déclinisme ». Écrit avant la crise, il n'a pu en tirer quelques enseignements sur le modèle français. Il nous revient de continuer notre marche sous son regard bienveillant et attentif. Mais où se situera le prochain rendez-vous crucial ou le moment de vérité ?

Maroc : une décennie en trompe-l'œil ?

Philippe Boulanger

À propos de Youssef Jebri, *Mohammed VI. Une décennie de règne*, Éd. du Cygne, 2009, 140 pages et d'Ali Amar, *Mohammed VI. Le grand malentendu*, Calmann-Lévy, 2009, 334 pages.

Le 23 juillet 1999, Mohammed VI, héritier d'Hassan II, qui vient de décéder, accède au trône du Maroc. Jeune roi de trente-six ans, il est relativement inexpérimenté en politique. Pourtant, dès les premières semaines, le Maroc semble basculer vers une nouvelle période de son histoire. L'accession au trône de celui qu'on va bientôt surnommer « M6 » annonce, pour beaucoup, la venue d'un « printemps marocain », une ère prometteuse qui appelle au respect des droits de l'homme et au développement économique et social, à la démocratie et à l'insertion du royaume chérifien dans le XXI^e siècle.

Dix ans après l'accession au trône de Mohammed VI, les promesses du « printemps marocain » ont-elles été tenues ? Le statut de « partenaire avancé auprès de l'Union européenne » acquis par le Maroc en octobre 2008 reflète-t-il une évolution positive du pays depuis le décès d'Hassan II ? Les islamistes poursuivent-ils leur poussée électorale, sociale et politique parmi les couches populaires ?

Deux auteurs tentent d'en dresser un premier bilan dans deux essais engagés qui font profiter le public français et francophone de leur expertise respective dans les affaires marocaines. Les profils des deux auteurs divergent néanmoins : Ali Amar, journaliste, cofondateur du *Journal*, hebdomadaire critique à l'égard de la monarchie chérifienne, propose un livre à charge contre le jeune roi qui, passés les premiers mois, a entrepris de verrouiller le régime au service de la famille et de l'affairisme ; Youssef Jebri, écrivain franco-marocain, s'attaque lui aussi à décortiquer la première décennie au pouvoir de Mohammed VI dans une étude au ton moins vif, mais dont l'implacable alignement des faits est saisissant.

Ali Amar, qui a traversé la fin du règne d'Hassan II et les premières années de Mohammed VI, estime que la liberté de la presse autorisée par le jeune monarque est moindre que celle que son père, dans ses dernières années, avait permise, certes en renâclant. Selon Amar, le bilan du « roi des pauvres » est accablant : l'affairisme et la corruption sont au cœur de la monarchie chérifienne ; les droits de l'homme sont mis sous le boisseau depuis les attentats de Casablanca en 2003 ; l'analphabétisme et la pauvreté perdurent ; les sujets tabous (prostitution, antisémitisme, islamisme, conflit du Sahara occidental) sont toujours aussi nombreux ; les manifestations en faveur de la démocratisation du Maroc sont sévèrement réprimées ; Rabat peut compter sur la veille paternaliste de Paris et sur le lobby intellectuel français en faveur de la monarchie.

À la fois roi des Marocains et chef de la Communauté des croyants, Mohammed VI n'a pas montré, sur le long terme, le même courage politique que le roi de Jordanie, Abdallah II. Pourtant, ses premières décisions recèlent une forte portée symbolique : le 9 novembre 1999, Driss Basri, puissant ministre de l'Intérieur d'Hassan II, est démis de ses fonctions ; l'opposant Abraham Serfaty, en exil en France, est autorisé à rentrer au Maroc. L'espoir jaillit chez nombre d'observateurs de la scène marocaine. Pourtant, très vite, une nouvelle figure se substitue à celle de Basri : Fouad Al El Himma est chargé

d'assurer le « changement dans la continuité ». Le verrouillage du pouvoir autour du makhzen est en marche.

Le resserrement du pouvoir de Mohammed VI est sans doute consubstantiel à l'organisation du makhzen : quelques hommes-clefs détiennent le pouvoir dans les domaines économique et diplomatique, des hommes liges (dont la plupart des ministres) exécutent les ordres du Palais. Mohammed VI s'inscrit résolument dans le sillage tracé par son père. Pourtant, un basculement a bien lieu le 16 mai 2003 : les attentats à Casablanca, qui visent la Casa de España, le Positani, le consulat de Belgique, l'Alliance israélite et l'Hôtel Farah, servent le régime marocain en faisant basculer le pays dans la « lutte contre le terrorisme ». Le Maroc se rapproche des États-Unis et acquiert une légitimité internationale. Il devient dès lors délicat de critiquer un monarque qui entend lutter contre le terrorisme islamique, qui sévit bientôt d'ailleurs au Maroc et en Algérie.

D'où la quasi-impossibilité pour le pouvoir marocain d'autoriser une véritable transition démocratique : en temps de guerre, il s'agit de suivre sans discuter la politique du Palais. Ainsi, le travail de mémoire est compromis en raison de l'impossibilité de mettre en accusation les « années de plomb » sous Hassan II, ce qui pourrait affaiblir la monarchie alaouite aux prises avec la poussée islamiste. Le travail de la presse est muselé, trois thèmes étant particulièrement sensibles : l'islam, l'intégrité territoriale (la question du Sahara occidental) et la monarchie. N'accordant jamais d'entretiens aux médias marocains, Mohammed VI demeure un monarque absolu plus que réticent à l'idée de laisser une Assemblée constituante élue par le peuple marocain marcher sur ses plates-bandes.

Socialement, l'évolution du Maroc est même inquiétante. Si la *Moudawana* (code personnel régissant les relations au sein de la famille) a été révisée en 2004 et accorde désormais une égalité relative entre hommes et femmes, la polygamie et la répudiation restent à l'ordre du jour. Un racisme ordinaire sévit contre les Noirs africains candidats à l'émigration en Europe. Les homosexuels sont réprimés. L'antisémitisme latent est indexé sur l'actualité du Proche-Orient : les Marocains détestent leurs voisins algériens, mais ils se solidarisent spontanément avec la cause palestinienne. En 2008, les manifestations à Marrakech et à Sidi Ifni sont impitoyablement réprimées par le pouvoir.

Au regard des promesses de 1999, le pouvoir marocain n'a pas véritablement répondu aux attentes populaires de changement social et de démocratisation du régime. Le système fonctionne toujours grâce au népotisme, à la répression et à la corruption. « En 2009, écrit Youssef Jebri, la corruption demeure présente partout et à tous les niveaux. » Les attentats de 2003 n'excusent pas le verrouillage du royaume : l'origine de celui-ci est sans doute à chercher dans le principe même du makhzen, ce qu'Ali Amar et Youssef Jebri suggèrent à plusieurs reprises dans leurs ouvrages respectifs.

Les Marocains ont cru cinq ans, de 1999 à 2003, que leur jeune roi allait leur permettre de franchir le seuil de la modernité. Souffrant de la comparaison avec Hassan II, falot et intransigeant, Mohammed VI n'est peut-être pas le roi qu'il fallait au Maroc pour entrer sereinement et pleinement dans le XXI^e siècle.

De fiel et de lucidité

Jean-Kely Paulhan

À propos de Horace de Viel Castel, *Mémoires sur le règne de Napoléon III 1851-1864*, éd. Eric Anceau, Robert Laffont « Bouquins », 2005, 1128 pages.

Ayant joué enfant avec le futur empereur dans les jardins de la Malmaison, secrétaire général du Louvre et adjoint de Nieuwerkerke, surintendant des Beaux-Arts, Horace de Viel Castel est un aigri. Auteur de quelques romans, de travaux scientifiques, dévoué à ses fonctions, il estime qu'on ne lui rend pas justice : il est entouré de nullités prétentieuses, qui pensent davantage à se servir dans les caisses de l'État qu'à servir. Rien que de très banal jusqu'ici, et si ces mémoires n'exprimaient que la plainte des grands hommes ignorés, ils ne pourraient guère que consoler les descendants « spirituels » de l'auteur, nombreux dans notre beau pays de France (et sans doute ailleurs).

Pourquoi en recommander chaleureusement la lecture ? Ils dépassent l'amertume, compréhensible, d'un destin raté. Viel Castel, rejeton d'une vieille aristocratie, comprend qu'elle ne sera plus jamais seule aux commandes, même si elle s'accroche à quelques prébendes, garde des lieux d'influence, s'associe aux nouveaux pouvoirs, et maintient finalement assez longtemps sa puissance dans une société française « rongée » par l'aspiration à plus d'égalité. S'il souffre de voir sa classe peu à peu écartée du pouvoir, il sait aussi que cette classe est corrompue et que les coups venus de l'extérieur, le complot révolutionnaire international (auquel il croit), n'expliquent pas tout.

Ces mémoires ont d'abord un intérêt historique parce qu'ils présentent le portrait d'un réactionnaire, l'un de ces hommes auxquels on donne peu la parole aujourd'hui, dont le récit historique dominant nous laisse assez mal comprendre les positions : il exècre la Révolution française, les républicains, les socialistes, les Anglais (impérialistes cyniques, ennemis acharnés de la France, qui au nom de leur hypocrite démocratie abritent tous les terroristes de la terre), les Italiens (qui n'existent pas comme peuple à ses yeux) et les Polonais (dont la presse bien pensante tait les atrocités, alors qu'elle étale celles des Russes) : n'allez pas lui parler du droit des peuples ni du principe des nationalités ! Quant à l'Espagnole, Eugénie (Eugenia Maria Ignacia Augustina Palafox de Guzmán Portocarrero y Kirkpatrick de Closeburn), elle ferait bien de renoncer à sa morgue, de mieux choisir ses ami(e)s et de se rappeler le sort tragique de la pauvre Autrichienne ; Persigny est un excité, Morny a des affaires (au sens anglo-saxon), fait ses affaires (c'est le bonapartisme immobilier et ferroviaire, parfois malheureux) ; Victor Hugo est un opportuniste politique dont la fureur anti-bonapartiste ne s'explique que parce qu'il n'a pas pu faire carrière dans le nouvel Empire¹, Lamartine compte ses sous et il est devenu difficile de reconnaître Musset, l'ami d'autrefois, à présent déchu. Viel Castel applaudit à la suspension du cours de Renan, coupable d'avoir nié la divinité du Christ, et Michelet l'exaspère. Il s'indigne que dans

¹ « Jamais dans mes relations avec Louis Bonaparte, il n'a été question entre lui et moi, ni avec qui que ce soit en parlant en son nom, de quoi que ce soit pouvant avoir un rapport prochain ou lointain avec une ouverture de ce genre [éventualité d'un retour d'exil de Hugo, à condition que Napoléon III le fasse ministre]. Je défie qui que ce soit de donner l'ombre d'une preuve du contraire. » V. Hugo, *Tas de pierres*, cit. par R. Borderie, note de *L'Homme qui rit*, Folio, 2002, p. 814.

le salon de la princesse Mathilde les écrivains invités, dont Alexandre Dumas, persiflent à haute voix l'Empire, se moquent de la religion et, ce qui est pire, en présence des domestiques. Les rouges sont partout, y compris dans les rouages du gouvernement, partagé entre profiteurs et agitateurs révolutionnaires. Agitateurs, dont le moindre n'est pas Napoléon III...

Quant aux artistes, on peut les montrer dans un cercle choisi, leur permettre éventuellement de déployer leurs talents, mais il ne convient pas de les faire manger avec la bonne société. Viel Castel, familier de la princesse Mathilde et de son salon, milieu notoirement libéral (au sens que ce mot pouvait prendre au XIX^e siècle), est un témoin passionnant des contradictions du bonapartisme, dont le courant « de gauche », révolutionnaire, déstabilise les partisans de l'ordre à tout prix, aux yeux desquels Napoléon III devait d'abord assurer la paix et le calme à la France. Campagnes de Crimée, d'Italie, du Mexique se succèdent, alors qu'à l'intérieur l'opposition ne désarme pas, malgré concessions et mesures d'apaisement, critiquées par notre témoin comme inutiles.

Bien sûr, le lecteur se reproche parfois de céder un peu au voyeurisme, devant l'exposé de toutes les turpitudes, sexuelles entre autres, des personnalités importantes ou oubliées, dont Viel Castel tient un compte minutieux. Un peu comme lorsque l'on se reproche chez le coiffeur d'avoir ouvert tel magazine, que l'on n'achèterait jamais, mais dans les pages duquel on a oublié l'attente avec quelque plaisir. Les personnages décrits se réduisaient-ils à ce qu'en dit Viel Castel, qui ne haïssait pas à moitié ?

Nous avons aujourd'hui tendance à réhabiliter l'œuvre du Second Empire, qui n'a pas été seulement une époque de parvenus très « bling bling » et incultes. Certaines des indignations du mémorialiste font sourire ou se retournent contre lui : quand il dénonce, une fois de plus, les origines modestes de telle ou telle personnalité, nous nous disons que cette dernière a eu du mérite, de l'énergie : un Victor Duruy d'aujourd'hui non seulement ne cacherait pas qu'il a essuyé les verres dans le bistrot paternel et servi des cafés avec son grand tablier blanc de garçon, mais utiliserait au maximum ce passé pour sa communication politique.

Mais Viel Castel est un réactionnaire honnête, qui cherche aussi à voir clair dans une actualité aussi confuse qu'aujourd'hui, où l'information circule plus lentement et difficilement (que l'on pense par exemple au retard avec lequel parviennent en France les nouvelles de la guerre du Mexique). Ainsi il ne s'illusionne pas sur les crimes, turpitudes et les malversations dont l'Algérie est le théâtre, il admet que l'expédition franco-britannique contre Pékin est d'une injustice inexcusable. Il s'interroge aussi sur la crise des principautés danubiennes, les conséquences de l'unification italienne ou le sort du Schleswig-Holstein, que se disputent Autrichiens, Prussiens et Danois, rappelle la revendication suisse insistante sur le Chablais et le Faucigny au moment du rattachement de la Savoie à la France, nous obligeant à quelques révisions d'histoire européenne.

Les historiens de l'art seront intéressés par ce qu'il écrit des « scandaleuses » (?) restaurations accomplies au Louvre sous le Second Empire, en particulier sur les Rubens ; ceux de l'architecture, par ses commentaires sur le travail de Lefuel, architecte chargé du « Nouveau Louvre » sous Napoléon III. Les admirateurs de Saint-Simon, ceux de Proust aussi, évolueront avec plaisir de salons en boudoirs, d'audiences solennelles en bals mondains, du Cercle impérial à la maison d'été de la

princesse Mathilde, entrant même, pour un moment d'exotisme, dans la chambre mortuaire d'un appartement bourgeois parisien où se trament aussi de sombres intrigues.

L'édition d'Eric Anceau aide à mieux comprendre ces pages, et, souvent à prendre la distance nécessaire devant certaines observations, quand Viel Castel ne revient pas lui-même sur certaines erreurs qu'il a commises. Elle comporte, outre une préface vivante, une chronologie détaillée, des notes précises et bien écrites, qui renvoient à des livres ou à des articles utiles (dont beaucoup sont récents, témoignant de l'intérêt renouvelé des historiens pour la période, que nous lisons – et c'est normal – différemment des Français de la III^e République), une bibliographie, un index.

Le sage de l'orientalisme

Philippe Boulanger

À propos de Henry Laurens, *Orients. Conversations avec Rita Nassil el Ramy*, CNRS Editions, 2009, 190 pages.

L'orientalisme est-t-il un art français qui manquerait de grand sage ? Le flambeau de Louis Massignon et de Jacques Berque a-t-il été égaré ? Les spécialistes du Moyen-Orient ne manquent pourtant pas en France, mais Olivier Roy refuse l'étiquette d'orientaliste, Gilles Kepel est injustement placardé depuis les attaques du 11 Septembre qui réfuteraient sa thèse du reflux islamiste, Hamit Bozarslan se consacre à la Turquie, à la question kurde et au phénomène de la violence au Moyen-Orient, Pierre-Jean Luizard est avant tout spécialiste de l'Irak. Que l'orientalisme soit un art est certainement discutable, mais que Henry Laurens soit l'un des représentants les plus illustres de cette discipline est tout aussi certainement incontestable.

Professeur au Collège de France, historien et orientaliste, arabisant, Henry Laurens, dans ce petit livre, converse avec la journaliste Rita Nassil el Ramy sur son enfance, ses études à Louis-le-Grand et à La Sorbonne, son intérêt pour l'« Orient », ses voyages dans les grands pays arabes de la région (Égypte, Liban, Syrie), ses recherches passées et présentes. Il a parcouru les grands pays du Moyen-Orient : coopérant au Koweït en 1977, où il côtoie les sociétés stratifiées du Golfe, il voyage ensuite en Syrie, en Égypte et en Irak (une fois). Marié à une Libanaise, il se rend souvent au pays du Cèdre dans les années quatre-vingt et y réside deux années (2001-2003) afin d'y mener une délicate réforme des établissements de recherche français dans la région.

En France, après avoir étudié en partie à l'Université Paris-IV, Laurens y enseigne avant de rejoindre l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), plus connu sous l'appellation « Langues O' ». Il intègre le prestigieux établissement en tant que « civilisationniste », qui doit composer avec les enseignants « historiques », les linguistes. Il y reste une décennie, occupant des fonctions d'enseignement et de direction de formation doctorale sur différents thèmes (Méditerranée, monde arabe) qui lui permettront notamment de postuler à d'autres fonctions. Encore jeune (il est né en 1954), il manifeste une grande culture et une curiosité sans cesse en éveil : en quelques années, il est passé de l'enquête savante sur l'expédition de Bonaparte en Égypte à l'essai sur l'impérialisme en s'arrêtant, bien évidemment, sur la question brûlante de la Palestine dont il a livré une étude magistrale en plusieurs volumes.

Au cours de ces entretiens, Henry Laurens tient en effet d'une main pédagogue le fil rouge de son magistère orientaliste : son œuvre. Manuels, sommes, essais, ils se nourrissent de ses cours à La Sorbonne, aux Langues O' et au Collège de France. Dans la première catégorie, il range *Le Royaume impossible* (1990) et *Le Grand jeu* (1991). Dans la seconde, il classe *L'Expédition d'Égypte* (1989) et *La Question de Palestine* (1999, 2002, 2007). Dans la troisième, il place ses recueils d'essais (*Orientales*, 2007) et *L'Empire et ses ennemis* (2009). Il délivre quelques remarques bien senties sur la tournure de l'économie mondiale.

Professeur en France et à l'étranger, l'historien ne manque pas de passer au crible l'évolution de sa profession en France. Il dévoile les coulisses de l'enseignement supérieur et de la recherche et souligne un travers persistant de l'Université : la

prédilection pour les sujets de recherche franco-français, au détriment d'une plus grande ouverture sur le monde, qu'autorise, par exemple, la *world history* dans les universités américaines. Henry Laurens soutient que recherche et enseignement doivent aller de pair et regrette la spécialisation qui prévaut au CNRS. Ses enseignements à l'Université lui ont permis, au contraire, de ne pas s'enfermer dans sa discipline et d'acquérir une véritable culture générale et historique qu'un poste au CNRS lui aurait interdit.

Plus que des leçons, ce sont des clés que ce livre de conversations fournit au lecteur intéressé par le Proche-Orient et, plus généralement, l'histoire et la recherche : des clés pour saisir la région la plus instable du monde, des clés pour cerner de plus près le travail universitaire, des clés pour aller au-delà de l'évidence.

Un petit manuel de l'escroc

Michael Mills

À propos de Dr. Jim Williams, *How to be a Charlatan and Make Millions*,
Authors.OnLine Ltd, 2008, 197 pages.

L'immoralité du livre fera grincer... Le livre du « Dr » Williams a ceci de particulier qu'il indique la méthode, comment en rire... tout en poursuivant allègrement son chemin d'escroc financier ou vers une situation importante, dans ce monde ou dans l'autre.

C'est le manuel pratique dont on rêve : écrit par un charlatan, qui se déclare tel et a magnifiquement réussi, estimant seulement être allé un peu plus loin que les autres dans « la voie ». Souhaitons-lui de continuer à prospérer. Dans le cas contraire, il ne laissera pas un grand souvenir car il aura péri dans quelque fossé entre Bogotá et Kiev. Le « Dr » Williams a écrit sous d'autres noms huit romans, qui se sont plutôt bien vendus. Outre ses lettres de noblesse en littérature, c'est un juriste de haut vol, au service d'une grande multinationale.

L'auteur veut montrer comment des individus réputés intelligents, peut-être séduisants, dans tous les cas très malins, peuvent tromper de la plus belle manière quantité de gens. Leur excès d'ambition et de confiance en soi ne les empêche pas pour autant de se tromper sur eux-mêmes et de tomber très bas. Mais comme il ne doit être question ici que de succès, les échecs apparaissent seulement comme des contre-exemples utiles.

Religions, médecine, sciences, authentiques ou cherchant à l'être : Williams passe au crible penseurs et hommes d'action qui s'en réclament, balayant tous les continents. Non content de mettre en relief la crédulité étonnante qui a facilité le travail des charlatans d'autrefois et d'aujourd'hui il analyse aussi leurs méthodes.

Il arrive au lecteur de se demander pourquoi l'auteur s'est donné la peine d'informer son public avec une telle précision. En dévoilant ses modes opératoires bien rodés, ne risque-t-il pas de tuer la poule aux œufs d'or ? Ou bien la manipulation est-elle plus complexe ? Son jeu est-il double, voire triple, quadruple, dépassant l'entendement ?

C'est Tartuffe qui orne la couverture du livre et l'on se demande quelles identités se renvoient à l'infini ces miroirs qui abolissent la croyance en un individu précis.

Précisons que l'ouvrage est d'abord drôle. C'est sa première qualité. Il apprend aussi beaucoup. On y retrouvera bien des escroqueries qui ont défrayé la chronique, en craignant de se retrouver parmi ceux qui s'y sont laissé prendre. Pour le passé plus récent, les lecteurs actuels seront sans doute surpris et peut-être vaccinés contre la réédition de coups qui ont bien marché. Leur rire fera parfois place aux larmes, quand ils comprendront qu'ils ont été roulés, peut-être par l'auteur lui-même, dont la personnalité reste mystérieuse.

**La Fondation Jaurès et l'Europe : Les socialistes
à la recherche du territoire européen**

Pascal Montfort*

À propos de Bernard Poignant, *Voyage au cœur du Parlement européen* ; David Choukroun et Etienne Pataut, *L'Europe de la Justice* ; Henri Nalet et Clément Abélamine, *D'un monde à l'autre. Que peut l'Europe face à la crise ?*, Fondation Jean Jaurès².

Comment faire évoluer l'Europe : ses institutions, ses affaires intérieures et ses relations internationales ? Comment orienter le volontarisme européen ? La fondation Jean Jaurès publie trois opus sur le rôle des institutions communautaires afin de répondre à ces interrogations. Leurs auteurs montrent avec pédagogie et minutie qu'il existe une pensée en mouvement sur les questions institutionnelles et juridiques qui visent à régir au mieux le territoire de l'Europe.

Comprendre le parlement pour concevoir une Europe plus politique.

Dans le fascicule intitulé *Voyage au cœur du parlement européen*, l'ancien député européen Bernard Poignant dresse un descriptif détaillé de l'activité du parlementaire européen et des enjeux de l'institution parlementaire européenne. Le traité de Lisbonne a dessiné un bicaméralisme inégalitaire : le Conseil européen organe composé des ministres de chaque gouvernement devient une sorte de petit Sénat et le Parlement une chambre basse. Les attributions du Parlement le cantonnent à un rôle de contrôle démocratique. Réduit à sa fonction primitive de « lieu où l'on parle », il ne dispose toujours pas du pouvoir de consentir à l'impôt, du pouvoir de mettre en cause la responsabilité politique ainsi que du droit de proposition de directive ou de règlement. Pourtant, l'auteur met en évidence la réalité la moins visible du travail parlementaire européen : la présence essentielle à Bruxelles, les stratégies en commission, la lourdeur du système imposant de multiples traductions et la double localisation du parlement. Le propos, circonstancié et précis, incite à mettre en question la vision française d'un Parlement qui serait un lieu de conflit médiatique plus qu'un lieu de discussion, de réflexion et d'élaboration du droit. Néanmoins, l'exposé montre aussi que c'est bien la culture du consensus qui prévaut, et laisse entrevoir le risque de dépolitisation qui en découle.

Harmoniser les compétences pour créer un espace pénal et civil européen efficient et garant des libertés publiques.

Le travail des deux universitaires David Choukroun et Etienne Pataut, intitulé *L'Europe de la Justice* fait état des avancées et des avatars du droit communautaire

** Magistrat diplômé d'histoire et de droit, Docteur en droit, ENM, juge près la Cour d'appel de Reims, ancien rapporteur à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, ancien assistant en droit public et financier à l'Université du Caire, ancien enseignant à l'IEP Lyon, a publié *Le contentieux de la rétention administrative des étrangers en instance d'éloignement* (L'Harmattan, 2003) et divers articles et chroniques dans des revues juridiques sur le droit européen, le droit de la fonction publique et les droits fondamentaux.

² Ces brèves études, toutes publiées en 2009, peuvent être achetées sous la forme imprimée ou téléchargées gratuitement : <http://www.jean-jaures.org/>; <http://www.jean-jaures.org/NL/350/Poignant.pdf>; <http://www.jean-jaures.org/NL/350/Nalet.pdf>; <http://www.jean-jaures.org/NL/350/ChoukrounPataut.pdf>

matériel. Après un constat critique sur les réalisations juridiques des institutions européennes, les auteurs préconisent le renfort des politiques d'harmonisation et d'intégration, notamment en matière pénale et civile pour permettre une uniformité des pratiques judiciaires et du droit (affaires familiales, droit des contrats, droit de la consommation sur Internet, politiques pénales coordonnées). Choisir sa législation en matière de mariage, disposer d'une protection du consommateur, autoriser les services de police à transmettre des données pour lutter contre la délinquance transfrontalière, apparaissent comme autant de réalisations juridiques qui permettent de percevoir concrètement l'Europe. Sans éluder les difficultés inhérentes à la spécificité des modèles juridiques et les freins politiques à l'intégration, l'ouvrage soutient que l'harmonisation des règles de vie est susceptible de faire naître un sentiment réel de vivre ensemble européen. De plus, les auteurs attirent l'attention du lecteur sur la nécessité d'accompagner toutes les politiques d'harmonisation, notamment pénales et d'immigration, par la création d'organes chargés du respect des libertés publiques. Ce système de *checks and balances* à l'européenne vaudrait pour contrôler les activités de police : une autorité administrative indépendante pour les fichiers, une distinction organique au sein de la Commission européenne entre une direction chargée des affaires de justice et une direction chargée des affaires intérieures.

Les auteurs présentent la sécurité juridique et la sûreté des personnes comme un préalable au sentiment d'appartenance à l'Europe. Le lecteur pourra néanmoins se demander si la promotion d'un seul espace commun de justice, sorte de pendant de la *lex mercatoria* européenne, peut seule se substituer à la promotion d'expériences européennes sensibles : politiques, historiques, sociales et culturelles qui, quant à elles, peuvent porter le projet européen auprès des populations.

Dépasser les traités pour surmonter le défi économique et les enjeux internationaux.

Henri Nalet et Clément Abélamine réactualisent le discours politique sur la nécessité d'une gouvernance internationale de l'Union européenne dans un ouvrage intitulé *D'un monde à l'autre. Que peut l'Europe face à la crise ?*. Quelles stratégies institutionnelles et politiques faut-il adopter pour surmonter la crise économique mondiale ? Dépassant la question posée par Kissinger : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? », les auteurs illustrent les vertus d'une nouvelle forme de volontarisme européen rendu indispensable du fait de la conjoncture économique. Les auteurs sont ainsi favorables à une renonciation temporaire aux critères de Maastricht, à l'instauration de partenariats à géométrie variable en matière fiscale et budgétaire, et au renouveau du couple franco-allemand pour permettre à l'Union européenne un positionnement économique européen. Ce dernier serait alors une véritable alternative à la position américaine au sein des institutions économiques internationales. L'Europe serait l'acteur principal d'une régulation des échanges et des flux financiers ayant vocation à présenter un nouveau modèle de développement.

À la recherche d'une feuille de route politique

Il faut retenir ces ouvrages comme une réactualisation du volontarisme européen et de ses déclinaisons politiques : le choix de l'intégration poussée dans les matières civiles et pénales, la recherche d'une cohérence au sein du parlement, le dépassement des traités pour surmonter le défi économique et les enjeux internationaux. L'approche

privilegiée par leurs auteurs est traditionnelle de la fondation Jaurès : une approche technique qui analyse l'Europe plus comme un moyen de mener des politiques publiques que comme la finalité politique de la social-démocratie qui mène à l'État providence européen.

Le lecteur cherchera en vain la position du Parti socialiste pour élaborer des stratégies politiques communes d'influence et de conquête du pouvoir européen. Nombre de questions politiques pour les partis socialistes français et européen demeurent sans réponse. Comment le Parti socialiste européen peut-il sortir de son « Bade-Godesberg à rebours » à la suite du congrès de Bruxelles de 2004 qui a vu la gauche européenne se scinder entre la troisième voie et un internationalisme classique ? Comment les représentants du Parti socialiste français doivent-ils se positionner pour le choix du président de l'Union européenne : privilégier le primat français et l'influence des grands États ou envisager les alliances partisans parfois contre-nature au sein du Parlement ? avec qui et selon quelles modalités ? De même, le lecteur peut s'étonner que ces trois réflexions abouties ne fassent pas mention d'un autre clivage politique fondamental : le Parti socialiste et sa base électorale se sont opposés lors du référendum sur les institutions. Reste ainsi posée la question ardue de savoir comment l'Europe d'aujourd'hui s'est construite sans une partie de son peuple de gauche. Ce trauma, occulté lors de la dernière présidentielle et des dernières européennes, n'est-il pas une source récurrente de déboires électoraux pour une formation qui montre qu'elle dispose pourtant de ressources intellectuelles ?

Écrire 1989

Eugène Berg

À propos de Pierre Grosser, *1989. L'année où le monde a basculé*, Perrin, 2009, 606 pages ; Alexandre Adler, *Berlin, 9 novembre 1989 : la chute*, éd. XO, 192 pages ; Bernard Brigouleix, *Le Mur de Berlin. Petites et Grandes histoires*, éd. Alphée Jean-Pierre Bertrand, 2009, 262 pages et Georges Marion, *Berlin 1989*, Seuil, 2009, 246 pages.

1989, point zéro d'une nouvelle histoire ?

Est-il exact de penser, comme le fait Pierre Grosser, dès la première ligne de sa forte synthèse, que « l'année 1989 a cessé d'être l'objet de réflexions » ? Et de continuer en estimant qu'elle n'est le plus souvent perçue que comme une simple borne chronologique fermant la guerre froide. Souvenons-nous des commentaires enthousiastes de l'époque, parlant de fin du XX^e siècle, maints historiens glosaient sur le court XX^e siècle (1914-1989), alors que d'autres ou les mêmes placent la fin du XX^e siècle à la crise économique et financière de 2008 parlant de long XX^e siècle. Nous aurions ainsi trois fins du XX^e siècle, 1989, « chute du Mur et ère des révolutions de velours », 11 septembre 2001 et 14 septembre 2008, faillite de Lehmann Brothers. L'auteur défendant sa cause avance par ailleurs que cette année 1989 a été peu étudiée ou, si elle l'est, c'est largement dans un esprit polémique. Pourtant, tous ceux qui ont vécu cette année, même s'ils ne furent pas tous des « observateurs éclairés » à la Raymond Aron ou des croyants en la fin de l'Histoire à la Francis Fukuyama ont d'emblée ressenti que le monde basculait et que l'on entrait dans une nouvelle ère, celle d'une planète plus ouverte, globale ou mondiale, même si elle n'était pas vraiment apaisée, plus démocratique aussi et peut-être déjà plus connectée ou en voie de l'être. En ce sens, Pierre Grosser a raison de dire que les événements de 1989 n'ont pas seulement conclu un chapitre de l'histoire, mais qu'ils ont conditionné les évolutions possibles. Comme l'avait dit déjà Jean Rouch à propos de Bandung, ce fut « une répétition générale des événements futurs ».

Beaucoup de choses ont été remises alors en cause dans le domaine des relations internationales et dans la gestion des affaires mondiales, économiques, financières, mais aussi dans le domaine de l'environnement. Pourtant, ces transformations espérées ou impulsées par l'esprit de 1989 ne se sont pas toutes réalisées. La démocratie qui a été instaurée dans de larges parties du monde (Europe de l'Est, Amérique latine) a buté dans bien des zones. Le poison nationaliste a atteint les Balkans. Des occasions ou de rares opportunités ont été manquées en ce qui concerne le règlement de certains contentieux territoriaux, comme l'affaire des Kouriles qui oppose toujours Moscou et Tokyo. Mais il a été mis fin à de nombreux conflits périphériques (évacuation de l'Afghanistan par les Soviétiques en février 1989 et du Cambodge par les Vietnamiens, victoires des clients de l'URSS en Afrique australe, fin des conflits en Amérique centrale autour du Nicaragua sandiniste). Partout ou presque, à l'exception de quelques isolats comme Cuba, la Corée du Nord et le Myanmar, l'euphorie capitaliste s'est répandue... menant à la crise actuelle. Thérapies de choc, libéralisation et désétatisation, libéralisation du commerce extérieur et des changes, sont devenues des méthodes et des objectifs largement partagés. Pourtant, le vent de la démocratie n'a pas partout soufflé. Surtout les crises, anciennes ou nouvelles, ont persisté : fil étroit de la

paix au Moyen-Orient ou ce que Grosser nomme les angles morts de la guerre froide (abcès afghan, Corne de l'Afrique qui a plongé dans le chaos). Plus encore de nouveaux risques et de nouvelles menaces sont apparus ou se sont intensifiés : sida, drogue, nouvelle prolifération, spectre de l'islamisme qui avait pourtant déjà dix ans d'âge depuis la révolution khomeyniste en Iran. Pour évoquer ces points, Grosser s'appuie sur une abondante bibliographie largement de langue anglaise. Il n'hésite pas à effectuer un premier bilan. La bipolarité a pris fin. Mais le multipolarisme a-t-il été instauré ? On s'étonnera de voir qu'un auteur aussi averti que lui des relations internationales y réponde positivement. Pour que le monde actuel soit multipolaire, il faudrait une existence de centres de décisions puissants, autonomes et tous, plus ou moins capables d'influencer leur environnement et de peser de manière perceptible et significative sur le cours des choses.

Mais 1989 a bien marqué la défaite du communisme et a mis fin à la guerre froide. À ce monde rigide, hiérarchisé, structuré et largement prévisible, a succédé un monde complexe, enchevêtré et imprévisible. Mais tous les avenir sont imprévisibles. Personne n'avait prévu les bouleversements de 1989, comme personne n'avait envisagé ceux d'après, ni le 11 Septembre, ni la Grande crise de 2008-2009. S'il est interdit de parler, depuis Daniel Halévy, d'accélération de l'histoire ou de complexification depuis Teilhard de Chardin ou Edgar Morin, le vocabulaire flanche pour caractériser « les contours de ce monde nouveau » qu'a fort intelligemment dépeints Pierre Grosser.

Discours sur le Mur

Parmi la bonne douzaine d'ouvrages consacrés à l'événement marquant de l'année 1989, nous en avons sélectionné trois qui représentent trois approches différentes et complémentaires du problème. Alexandre Adler, tout d'abord, déborde du récit circonstanciel, de la chaîne séquentielle qui a présidé à la chute du Mur pour réfléchir de manière plus large et conceptuelle à ce qui a précédé cet événement-clef et l'a rendu possible. C'est la prise de conscience à partir des années 1980, de la part d'une frange éclairée de l'URSS, au premier chef Youri Andropov, patron du KGB et futur secrétaire général après la mort de Léonid Brejnev, que des réformes étaient nécessaires afin d'éviter son déclin économique et stratégique et de la rendre capable de faire face à l'offensive reaganienne. Il expose par le menu ce très secret « plan Beria ». Mais la mort d'Andropov, suivie de l'intermède Tchernenko, avant l'arrivée de Mikhael Gorbatchev, compliqua considérablement le scénario. Le nouveau secrétaire général dut faire face à trop de défis à la fois et ne put mettre en place un plan cohérent à long terme. En fait faisant face à maintes résistances, il louvoya et temporisa. L'URSS sortit défaite de l'Afghanistan, après avoir essuyé la catastrophe de Tchernobyl et le tremblement de terre en Arménie alors que, chez elle, les premiers soubresauts se manifestèrent dans les Républiques baltes et au Caucase. Le contre-choc pétrolier l'affaiblit encore et le coût de sa présence en Afghanistan (50 milliards de dollars par an) était devenu insupportable. La table-ronde polonaise, en avril, l'évolution libérale en Hongrie, le printemps des peuples, isolèrent Moscou. Pour Gorbatchev, le régime de Berlin-Est, principal obstacle à la pérestroïka, était condamné. Il fit savoir qu'il ne fallait pas attendre une intervention armée pour le sauver. Le sort du régime d'Erich Honecker en fut scellé et celui-ci acculé à la démission le 18 octobre. Tout procéda de manière imprévue et précipitée.

Ce sont ces événements sensationnels que décrit Georges Marion, ancien correspondant du *Monde* à Berlin. Son approche est plus ponctuelle et personnalisée. Il fournit une description colorée des manifestations populaires et des réactions du régime est-allemand, presque semaine par semaine en décrivant le profil, la carrière et les conceptions des principaux acteurs des événements dans les deux Allemagne, en dehors des grands dirigeants bien connus, une quinzaine de responsables dont il fixe la trace jusqu'à aujourd'hui. C'est un récit ramassé et vivant concentré à la période été 1989-9 novembre.

Bernard Brigouleix, qui fut également correspondant du *Monde* en Allemagne a choisi de décrire l'histoire du Mur en remontant la séquence des événements à 1945, mais surtout à la nuit du 12 août 1961 date de son édification. Ce sont des tranches décisives de l'histoire allemande et européenne qui défilent savamment présentées : révolte ouvrière du 17 juin 1953, Willy Brandt, bourgmestre de Berlin, visite de John Kennedy, *Ostpolitik*, discours de Reagan de septembre 1987 : « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur »... La valeur symbolique de la chute du Mur a été maintes fois illustrée par la formule « Berlin était divisé parce que l'Allemagne était divisée, l'Allemagne était divisée parce que l'Europe était divisée, l'Europe était divisée parce que le monde était divisé. » Pourtant vingt ans après la chute du Mur, celui-ci est resté dans la tête de nombreux *Ossis* qui reprochent aux *Wessis* leur arrogance et leur égoïsme. Preuve que la division de l'Allemagne qui a duré quarante ans aura besoin d'une génération pour s'effacer définitivement dans les cœurs et les esprits. La réunification allemande a replacé l'Allemagne au cœur de l'Europe, constate Alexandre Adler, mais elle n'a guère utilisé son potentiel de puissance accrue, ni su élaborer de nouvelle doctrine extérieure. En fait c'est l'Europe tout entière qui n'a pas su ou pu être à la hauteur des espérances que l'on avait alors placées en elle. Une Europe élargie, qui a du mal à devenir une puissance globale, est une Europe qui s'efface ou devient de plus en plus virtuelle.

Entre littérature et maternité

Philippe Boulanger

À propos d'Elif Shafak, *Lait noir*, traduit du turc par Valérie Gay-Aksoy, Phébus, 2009, 346 pages.

La littérature turque contemporaine ne se réduit pas à l'œuvre brillante du courageux Orhan Pamuk. Sous l'ombre tutélaire et parfois envahissante du patriarce stambouliote, quelques auteurs turcs manifestent un culot, un style, une créativité rafraîchissante, qui n'épargnent pas les tabous de la société turque : la mémoire, le statut de la femme, le génocide arménien, le nationalisme. Ils commencent aujourd'hui à acquérir la reconnaissance internationale qu'ils méritent.

Il est parfois reproché aux romanciers de publier le même livre à plusieurs reprises. Tel n'est pas le cas d'Elif Shafak. Jeune romancière de trente-huit ans, elle confirme le talent qu'on lui prêtait déjà lors de la sortie de son premier livre traduit en français, *La Bâtarde d'Istanbul*, dont la trame de l'histoire condense les rapports conflictuels entre le passé et le présent, par le truchement de deux ambassadrices jeunes, femmes, confrontées aux silences et aux tabous des générations antérieures, avec en toile de fond la cohabitation des mémoires arménienne et turque¹. Dans *Bonbon Palace*, parangon turc de *l'Immeuble Yacoubian*, le sujet est, de prime abord, moins périlleux pour la romancière, traînée devant les tribunaux turcs après la publication de *La Bâtarde d'Istanbul* ; mais il est non moins tortueux et résolument politique : la tolérance, la cohabitation entre individualités et collectivités réunies dans un lieu exigu et contraintes de vivre ensemble².

Lait noir aborde un thème complexe souvent délaissé dans la littérature : la relation entre l'écrivain et la maternité, entre la création et la procréation. Après celle-ci, surgit la dépression postnatale. Il ne s'agit pourtant pas d'un ouvrage destiné aux seules femmes, et encore moins aux seules mères. La jeune romancière turque questionne le statut de l'écrivain féminin dans une société turque en pleine évolution, mais où la place de la femme est encore trop souvent cantonnée à la cellule familiale. Qu'une Turquie travaille passe encore, mais plutôt à Istanbul qu'à Bursa ; qu'elle s'adonne à la littérature, qui plus est avec parfois un certain succès, et compromette ses obligations maternelles, dérange certains sourcilleux gardiens traditionalistes. « Ce n'est pas un hasard si les femmes écrivains veulent masculiniser leur nom ou lui donner un côté asexué. À vrai dire, la plume de ces femmes doit rester et masculine et féminine. L'écriture d'un bon auteur féminin se doit d'être totalement asexuelle ou bisexuelle... », écrit Elif Shafak dans *Lait noir*.

Le lien entre maternité et littérature est traité par Elif Shafak avec une grande maîtrise. Conviant de grandes figures de la littérature turque (Sevgi Soysal, Sebnem Isiguzel) et mondiale (Sylvia Plath, Simone de Beauvoir, Jane Austen, Virginia Wolf, Doris Lessing), elle tente de démêler ses pulsions internes qui, au début de l'ouvrage, sont résolument centrifuges et concourent à opposer la littérature et la maternité. Car, selon elle, l'écrivain et la génitrice s'opposent irrémédiablement : « Le romancier est par nature égoïste. La maternité élimine l'égoïsme par les voies naturelles. Le

¹ *La Bâtarde d'Istanbul*, Phébus, 2007, 10/18, 2008.

² *Bonbon Palace*, Phébus, 2008, 10/18, 2009.

romancier est tourné vers lui-même. Quant à la maternité, elle est on ne peut plus tournée vers l'extérieur. » D'où l'alternative : écrire ou enfanter. Nulle composition serait-elle possible ?

Le récit aurait pu se contenter de relater les étapes de la grossesse, de la maternité et de la dépression postnatale qui préoccupe Elif Shafak. Le travail littéraire intervient lorsque la narratrice se trouve contrainte de composer avec les voix de ce qu'elle appelle son chœur intérieur, qui constituent chacune un trait de sa personnalité, foncièrement éclatée entre quatre pôles dominants. Entrent alors en scène Miss Cynique Intello, Miss Ego Ambition, Miss Intelligence Pratique, Dame Derviche, quatre femmes miniatures qui dominent le début du livre et rudoient la narratrice, avant de céder la place d'honneur à Maman Gâteau, qui marque le désir accompli d'avoir un enfant, et Miss Satin Volupté, la voix intérieure la plus ténue, qui tente une percée sous le signe de la coquetterie bridée.

Soumise au feu nourri de dialogues, bien troussés, entre ses amazones réduites, la narratrice se décide finalement à succomber au désir de maternité et à mettre au monde une petite fille. S'ensuit une période de dépression postnatale, dix longs mois au cours desquels la création littéraire est asséchée. « La dépression postnatale s'apparente un peu à l'épreuve du grand froid », écrit la narratrice. Grand froid qui touche, selon elle, l'ensemble des femmes, qu'elles soient occidentales ou orientales, bourgeoises ou paysannes, citadines ou rurales, éduquées ou analphabètes. De cette dépression coule un lait noir dans lequel se mêle encre littéraire et lactose maternel.

Elif Shafak s'est emparée ici d'un thème littéraire rarement défriché, et pourtant très fécond. Elle a produit un récit autobiographique remarquable, qui la démarque de ses deux précédents romans traduits en français, plus classiques, et qui, espérons-le, permettra aux lectrices de mettre des noms sur les étranges ombres qui couvrent le chemin de la maternité et encouragent la dépression postnatale. Servira-t-il aussi aux hommes désireux de connaître mieux une femme, surtout lorsqu'elle est un écrivain confirmé ? La réponse ne saurait intervenir avant quelques années. Mais Elif Shafak aura eu le mérite de s'attaquer à un sujet sérieux, sensible et souvent délaissé par les romanciers.

Le bolchevisme fut-il une fatalité ?

Marc Crapez

À propos d'Orlando Figes, *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*,
préf. de Marc Ferro, Denoël, 2007, 1106 pages.

C'est une fresque passionnante de bout en bout. Comment en est-on arrivé là ? L'auteur renouvelle notre compréhension de la Révolution russe en insistant sur une *brutalisation* de la société russe antérieure à la première guerre. Il faut remonter à la famine de 1891, aux soulèvements paysans de 1902, aux grèves de 1905 suivies d'expéditions punitives, de pogroms et de partis d'extrême droite. Dans une province, un prince châtie des paysans en leur confisquant des centaines d'hectares de pâturages. Autre ferment de révolte, soldats et ouvriers ont soif de dignité, se plaignent d'être tutoyés et rudoyés. En février 1917, une pénurie de pain à Petrograd déclenche la Révolution. Le 10 octobre, Lénine a la haute main sur le parti bolchevik qui prend le contrôle de la garnison de la capitale le 25. C'est un coup d'État. Les bolcheviks noyautent le Congrès des soviets mais n'obtiennent que 24 % des suffrages à l'Assemblée constituante élue en novembre. Le 7 décembre, la Tcheka voit le jour et fin décembre les prisons sont tellement garnies que les bolcheviks libèrent des droits communs pour faire de la place. Le 5 janvier, ils font tirer sur des manifestants. Le 9 mai 1918, la Tcheka tire sur des ouvriers. De 1917 à 1921, le nombre de fonctionnaires va plus que quadrupler, un tiers étant employé à régler une économie planifiée improductive.

Selon l'auteur, une démocratie socialiste aurait pu, en septembre 1917, écarter le spectre d'une dictature communiste. En effet, les gouvernements issus de février ne sont que des gouvernements de confiance nationale, non élus, qui hésitent sur la manière de gérer la situation. Par manque de « sens pratique », ces gouvernants « laissèrent leurs grands idéaux voiler leur bon sens ». Leur tactique filandreuse « promettait tout à tout le monde, et elle finit par ne rien donner à personne ». Lvov abolit la peine de mort mais ne répond pas aux questions à l'ordre du jour : comment se sortir de la guerre et stabiliser un équilibre entre révolutions sociale et politique ? La Russie est une pétaudière en proie à une « guerre plébéienne contre les privilèges », avec son cortège de mises à sac, de lynchages et de mutineries. Les bolcheviks vont fournir une réponse à la vacance du pouvoir et aux spasmes de la société par le rétablissement de l'ordre.

Au départ, les bolcheviks ont peu de prise sur une société dont le dynamisme propre est souvent façonné par des passions et des intérêts locaux. Ils ne peuvent imposer d'en haut une idéologie à toute la Russie, vaste contrée soumise à une crise de l'autorité marquée par l'effondrement des administrations locales et l'émiettement du pouvoir en républiques autonomes et États indépendants. Alors ils improvisent, accompagnent cette désagrégation, s'appuient sur la démocratie directe, font vibrer la corde sensible de l'appel à la base. Le slogan « Tout le pouvoir aux soviets » flatte la spontanéité révolutionnaire de l'échelon communal auquel le peuple est attaché : soviets locaux, comités d'usines ou de soldats, jeunes ouvriers insurgés qui refusent de rendre les armes et que les bolcheviques appellent les gardes rouges, soldats démobilisés qui forment au village des factions paramilitaires proches des futurs *fascisti*. La radicalisation de la base fait perdre de l'influence aux socialistes révolutionnaires et aux mencheviks. Les bolcheviks roulent dans la farine les socialistes

révolutionnaires de gauche, idiots utiles d'une façade pluraliste transitoire. La Tcheka reste décentralisée jusqu'à l'été 1918 et se paye sur la bête. Cette garde prétorienne du régime est corrompue. Trotski s'octroie l'une des plus belles datchas et aménage à l'avenant train de vie et train blindé. Lénine reste spartiate mais, contrairement à la légende du réprouvé échappant de justesse à la police tsariste, il a « toujours été un peu lâche ». Sa seule prouesse semble avoir été de plonger une fois dans une meule de foin en se croyant pourchassé... par des gens armés qui chassaient simplement le canard.

L'essentiel des combats avec les armées blanches se déroule en 1919. La déconfiture des Blancs ne tarde pas : rivalités internes, esprit revanchard, morgue « restaurationniste », incompetence, corruption et problèmes de ravitaillement résolus par des pillages leur aliènent les populations locales. En face, les Rouges sont plus durs et plus habiles. D'octobre à décembre 1919, au cours de leur effondrement, les Blancs font régner un climat de terreur. Ils exploitent notamment l'antisémitisme (qui ne jouait aucun rôle au départ) et se livrent à des pogroms d'une rare violence, souvent à l'initiative de troupes cosaques. Ces pogroms furent plus féroces que ceux perpétrés par l'Armée rouge ou par les anarchistes ukrainiens. En 1921-22, le bolchevisme a les coudées franches. La Terreur bat son plein de concert avec la famine. Le cannibalisme se répand. Un soldat fait part à Gorki de son absence de remords car « si on se tue l'un l'autre ça fera plus de place sur la terre ».

D'où vient la Terreur ?

Orlando Figes retrace « l'atmosphère clanique de la clandestinité révolutionnaire » et « l'étrange fanatisme de l'intelligentsia radicale russe ». Loin des images d'Épinal, il y eut aussi les geôles civilisées de la forteresse Pierre-et-Paul et la complicité de bons bourgeois culpabilisés : « Dans les cercles de l'intelligentsia, le “bon goût” voulait que l'on sympathisât avec les terroristes, et de nombreux citoyens aisés leur donnèrent de fortes sommes d'argent. » Les révolutionnaires nagent dans un imaginaire de références à 1789 et 1848. « Nous sortions bien plus des livres que de la vraie vie », avoue la menchevik Lydia Dan. « Je connais fort peu la Russie », confesse Lénine à Gorki. Son *Que faire ?* stipule que la conscience socialiste du prolétariat « ne peut être introduite que de l'extérieur ». Le marxisme est une révélation. Il est « nouveau et excitant » (Kanatchikov). Il est « bien loin de la moisissure et de la routine russes » (Valentinov). On s'exalte pour les « sommets philosophiques et sociologiques du marxisme » (Martov). On adopte l'« air dédaigneux » de qui aurait « atteint les cimes de l'intelligence marxiste ».

Figes interprète cette atmosphère de prétention à la vérité absolue comme résultant d'un *vide culturel*, d'une absence d'émulation faute de pouvoir rivaliser avec d'autres doctrines. Il incrimine chez certains « l'étroitesse de leur apprentissage » sous le harnais tsariste. On pourrait aussi discerner un *trop-plein d'intellectualisme* progressiste qui conduit les bolchevicks à faire des ouvriers les « agents de leurs doctrines abstraites », alors que les mencheviks sont « tempérés par leurs scrupules moraux ». Le bolchevik porte bottes et « veste de cuir noir » (voire « chemise noire nouée par une ceinture de cuir ») et maudit ordurièrement l'ennemi. Bien qu'il dispose du témoignage de Simon Liberman sur cette « menaçante veste de cuir », Figes l'impute à deux reprises à une « culture machiste ». On peut préférer l'interprétation de

Simon Sebag Montefiore qui perçoit là les us et coutumes de la pègre³ ou des putchistes, une rupture délibérée et non une inscription dans la tradition russe.

Figes accuse « les traits du tempérament national russe » en se fiant au Gorki bolchevisant de 1922 qui fait ressortir « l'exceptionnelle cruauté du peuple russe ». On peut préférer le témoignage in situ de Maxime Gorki, soulagé que le peuple ait pu « conserver en lui bon nombre de sentiments humains et une certaine dose de solide bon sens », mais qui redoute « que la politique délirante de Lénine ne nous conduise bientôt à une guerre civile ». Figes avalise le verdict du « tchékiste » Dzerjinski en 1922, suivant lequel la Terreur s'appuie sur une « haine séculaire du prolétariat révolutionnaire contre ses dominateurs ». On peut privilégier l'avis du Blanc Denikine qui pense que la fureur populaire exprime une « haine accumulée au fil des siècles, l'amertume de ces années de guerre, et l'hystérie engendrée par les chefs révolutionnaires ». Lénine favorise-t-il le recrutement dans la Tcheka de minorités, des Lettons notamment, parce qu'il trouve les Russes « trop tendres » pour exécuter des « mesures rudes » ? Figes souligne ce fait à plusieurs reprises mais trouve le moyen de renvoyer la responsabilité aux méthodes de « la paysannerie russe ». Selon lui, la terreur s'inspire d'un peuple corrompu par le tsarisme. Elle « traduit le ressentiment sans limites d'une population qui se venge, [...] de centaines d'années d'oppression et d'humiliations, [...] c'est bien là que réside la tragédie du peuple russe dans son ensemble ».

À partir d'éléments fournis par Figes, on peut plaider en faveur d'une autre interprétation. En février 1918, un décret sur « la patrie socialiste en danger » entérine les exécutions sommaires. Autant dire un décret en faveur de « l'Extermination sociale », s'insurge le socialiste-révolutionnaire de gauche Isaac Steinberg devant Lénine qui réplique : « Parfait, c'est exactement ce qu'il doit être ; mais nous ne pouvons pas le dire ». Dès la fin novembre 1917, Lénine désigne le parti kadet comme un repaire d'« ennemis du peuple » et fera arrêter à titre préventif des « proches des kadets ». Il faut que « le prolétariat achève une classe qui s'effondre », ponctue Trotski. Lénine utilise le même argument contre l'Assemblée qu'il supprime parce qu'elle serait « vouée à l'extinction politique ». Le marxisme-léninisme vise, par tous les moyens, à *accélérer le dépérissement fatal de certaines classes condamnées à disparaître*. La guerre civile, précise Lénine, c'est « la forme la plus aiguë de la lutte des classes ». Le 4 juin 1918, c'est « au nom de la lutte directe et implacable contre la contre-révolution » que Trotski scande « vive la guerre civile ! ». Le 30 septembre, son ordre spécial à l'Armée rouge légitime qu'on puisse frapper jusqu'aux familles des « renégats » du bolchevisme. « Il faut en finir une bonne fois avec le baratin des curés et des quakers sur la valeur sacrée de la vie humaine », avait-il déjà déclaré. Ces spécificités du bolchevisme, apparues antérieurement à la menace des armées blanches⁴, ne sont-elles pas incomparables avec tous les défauts possibles et imaginables du tsarisme ?

³ Voir mon compte rendu dans *Commentaire*, 115, automne 2006.

⁴ John Spargo, *The Greatest Failure in all History. A Critical Examination of The Actual Workings of Bolshevism In Russia*, New York, Harper, 1920, p. 140.

Céline, ses vies, son œuvre

À propos de Gaël Richard, *Dictionnaire des personnages, des noms de personnes, figures et référents culturels dans l'œuvre romanesque de Louis-Ferdinand Céline*.

Préf. de Henri Godard.

Tusson, Du Lérot, 2008, 528 pages.

Alexandre Saintin*

Selon son préfacier, Henri Godard, le dictionnaire de Gaël Richard révèle le lien qui unit les personnages romanesques céliniens aux personnes d'origine. Le travail ainsi effectué par l'auteur du dictionnaire constitue une sorte de transposition à l'envers : partir de fictionnel pour mieux rejoindre le réel. Ce travail prolonge et enrichit les index et annexes de deux autres ouvrages édités chez Le Lérot, ceux de Michaël Ferrier et de Régis Tettamanzi. Il s'applique à l'univers romanesque de Céline, à la différence du *Dictionnaire Céline* de Philippe Alméras, plus thématique.

Dans la galerie de personnages peuplant les huit romans de Céline, G. Richard en retient deux mille. Au fil de ces notices, le lecteur comprend qu'en plus des personnages principaux et secondaires de fiction, le dictionnaire s'attaque également à l'élucidation et au référencement de personnes réelles, introduites dans le roman, repères culturels de la grande et de la petite histoire. Ces « personnalités » prennent parfois une épaisseur fictionnelle, au gré de surnoms ou de diminutifs donnés par Céline, et deviennent à leur tour des personnages. Ce travail de « re-création », pour réemployer un mot de G. Richard, dessine les traits d'un bestiaire humanisé, transfiguration grotesque de personnages réels.

L'auteur du *Voyage* a souvent revendiqué son goût pour la transposition, en négatif de son dégoût pour la réalité : « *La vérité ne me suffit plus – Il me faut une transposition de tout – Ce qui ne chante pas n'existe pas pour l'âme – merde pour la réalité.* » (« Entretien avec André Parinaud », 1958, transcrit dans *l'Année Céline 2001*, citation reprise p. 11 du dictionnaire).

Le travail de Gaël Richard fascine d'abord par son ampleur, son sérieux, son application. Il se situe à la croisée d'une approche littéraire de l'œuvre célinienne et d'une enquête historique sur ses sources et ressources. En ce sens, on pourrait presque reprocher à son auteur, au-delà de l'immense service d'inventaire rendu aux amateurs et spécialistes de Céline, de ne pas aller assez loin dans l'analyse strictement littéraire des personnages, et/ou de ne pas expliciter jusqu'au bout son enquête historique, les ressorts de sa généalogie. Ainsi lorsque le lecteur découvre p. 21 les « sources et bibliographie des notices », il ne peut réellement supposer que l'auteur du dictionnaire s'est également appuyé sur la presse satirique de l'époque, allant du *Canard* au *Pilori*, en passant par *Action*, *Samedi-Soir*, afin de démêler la matière dans laquelle puisait Céline pour ses personnages.

Mais ce n'est pas l'ambition de cet ouvrage, du moins ne satisfait-il pas cette attente. Ce dernier vise, pour l'auteur, à « identifier », « individualiser » les « personnes et personnages, figures et référents culturels de l'œuvre ». Ainsi, comme dans tout dictionnaire, l'objectif se situe dans le décryptage de l'inconnu, le saut d'une notice à une autre pour effectuer « un rapprochement inattendu » ; c'est alors que son lecteur tire

** Agrégé d'histoire. Il prépare un doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Pascal Ory, sur « les récits de voyages des écrivains français en Italie fasciste et en Allemagne nazie ».

du plaisir de cette « intelligence » de l'œuvre. Plaisir d'une lecture discontinue de l'ouvrage, d'un mot d'humour, tendre ou assassin de Céline lui-même sur tel ou tel personnage (ainsi p. 151, concernant sa tante paternelle, baptisée dans l'œuvre « tante Hélène », préceptrice en Roumanie, professeur de piano, mariée à un diplomate : « *C'était tout viande, désir, musique.* »), plaisir de replonger dans l'univers culturel et historique des deux guerres (Fernand de Brinon, « *cette bête de l'Ombre et des cavernes* »), de l'entre-deux-guerres, qui servent de cadres aux romans.

Comment l'auteur du dictionnaire justifie-t-il sa démarche ? S'inscrivant dans la filiation du *Répertoire de la comédie humaine* de 1887 de A. Cerfberr et de J. Christophe, premier inventaire des personnages balzaciens, G. Richard relève d'emblée le paradoxe de son ouvrage, à savoir dresser le portrait de personnages romanesques alors même que Céline s'était refusé à toute ambition descriptive et documentaire du roman traditionnel, au profit du style. Indirectement, l'auteur nous dit que la matière est mince pour celui qui cherche à éclaircir tel ou tel profil, dont la description psychologique ou sociale dans le roman fait cruellement défaut. Débute ainsi un travail de décryptage méticuleux, amenant par exemple l'auteur – du moins l'imagine-t-on – jusqu'aux registres de l'état civil de Mortagne-au-Perche, Orne, pour expliquer l'origine du patronyme de Lucie Georgette Almanson, veuve de Céline.

Dans la présentation de son ouvrage, G. Richard légitime la nécessaire attention portée aux personnages par l'étude d'un feuillet autographe représentant le plan de *D'un château l'autre*, accordant aux figures épisodiques une place centrale dans la construction de l'œuvre. S'y côtoient personnages majeurs et secondaires, et c'est à cette diversité des personnages que l'auteur du dictionnaire veut nous sensibiliser, comme à une clé de compréhension des romans. D'autant que les personnages tirés de l'expérience propre de Céline permettent de lire l'œuvre comme une « autobiographie masquée » (Jean-François Louette).

S'appuyant sur les notes et notices d'Henri Godard, sur les *Cahiers Céline*, sur la correspondance de l'auteur, sur ses entretiens au cours desquels quelques aveux se glanent (voir les notices sur Graffigny ou Bestombes), G. Richard mène son travail en citant au gré des notices des biographes ou analystes qu'il ne répertorie pas intégralement dans ses sources. Ainsi Jean-Claude Renard, dans la notice sur la mère de Destouches, travaillant sur les figures maternelles dans l'œuvre célinienne (voir p. 227), n'est-il cité qu'en fin d'article ; le lecteur aurait aimé le voir figurer (lui et d'autres) dans une bibliographie récapitulative en fin d'ouvrage. Ce qui n'enlève rien à l'exhaustivité de certaines notices, comme celle portant sur Raoul Marquis, dit Henry de Graffigny (baptisé du nom fictionnel de Courtial des Pereires, directeur de revue, et inspiré d'un inventeur, polygraphe avec qui Céline collabora cinq mois).

Il faut encore souligner l'honnêteté intellectuelle et le sérieux dans la vérification des sources permettant à l'auteur du dictionnaire d'avancer ses conclusions : dans le cas d'un oncle de Céline, une photographie est proposée à l'illustration et Richard ajoute qu'« il y a incertitude sur l'identité du personnage représenté ici, les légendes de la photo de groupe où il figure avec ses trois frères n'étant pas semblables dans les sources citées ». On ajoutera que cet ouvrage comporte deux tables très utiles : d'abord, la table de concordance des éditions des œuvres de Céline, entre l'édition Folio et l'édition Pléiade ; enfin la table des « noms de fantaisie, surnoms, diminutifs et variantes », renvoyant aux entrées de notices.

Les apports de ce dictionnaire pour l'amateur et le spécialiste de l'œuvre célinienne peuvent donc s'énoncer de la manière suivante : un outil de travail précieux ; une lecture plaisir, stimulante, qui débouche finalement sur une fréquentation renouvelée des univers personnel et littéraire du docteur Destouches.

D'une France à l'autre

Jean-Kely Paulhan

À propos de Michel Wieviorka, Rapport à la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur *La Diversité*, Robert Laffont, 2008, 215 pages.

Le président de la République a souhaité, en janvier 2008, voir inscrire la diversité dans le préambule de la Constitution française. M. Wieviorka, président de l'Association internationale de sociologie et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, a remis à la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche un rapport sur cette question, qui devient, peu à peu et avec beaucoup de retard sur de nombreux pays, centrale dans la société française.

Le genre d'écriture du rapport, sur lequel on ironise à tort et à travers, a de nombreux mérites : il incite le lecteur à dépassionner le débat nécessaire à toute démocratie par la distance qu'il introduit, communique beaucoup d'informations dispersées auxquelles l'auteur donne un sens, permet de fonder l'action à venir (pour peu que l'autorité ait la volonté d'agir) sur des bases solides ; il n'emportera jamais l'assentiment unanime mais reflètera l'accord le plus large possible entre des spécialistes compétents sur une politique et un ensemble de décisions à prendre pour régler un problème reconnu et délimité.

Le rapport de M. Wieviorka, bon connaisseur des conceptions très variées de la diversité élaborées dans les pays qui se sont attaqués à la question avant nous, est d'abord utile parce qu'il invite à sortir des polémiques franco-françaises, caractérisées par la prégnance de préjugés bien enracinés sur le multiculturalisme anglo-saxon. Sans l'exalter, il en montre bien les failles ou les échecs, dans le cas du Québec par exemple, des Aborigènes d'Australie, des Indiens d'Amérique, ou encore il évoque les critiques marxistes lui reprochant de détourner le regard de la lutte des classes ; il insiste cependant sur la nécessité de l'étudier avant d'en parler ; il s'agit d'abord d'un processus vivant, qui ne peut pas être figé à tel ou tel stade d'une évolution de près de quarante ans.

La distinction de principe établie entre sentiment d'appartenir à une communauté et communautarisme étroit est utile, comme est utile la prise de position très ferme en faveur d'enquêtes et de recherches sur des groupes de population particuliers, à partir du moment où le projet et la méthodologie appliquée ne comportent aucune ambiguïté : de même que certaines maladies affectent en priorité des populations noires ou asiatiques, ce qui justifie des études médicales sur ces groupes dans leur intérêt, de même une connaissance de la réalité de certaines discriminations à partir d'enquêtes rigoureuses peut aider le décideur politique à s'engager clairement dans une démarche de rupture avec la tradition républicaine. Tradition républicaine dont on peut regretter qu'elle soit présentée sous la forme de la crispation des couches socioprofessionnelles par lesquelles arrive toujours le malheur : les universitaires et fonctionnaires, ces pelés, ces galeux. Elle eût peut-être mérité une meilleure défense, qui ne l'enferme pas non plus dans le passé : « *On a besoin en France d'un républicanisme critique, à la fois contre les discriminations et contre l'identité* »⁵. Mais ce n'était pas l'objet du rapport. Et M. Wieviorka a raison de souligner que les idées les

⁵ Joan Scott, in entretien avec L. Jeanpierre, « Politique et histoire sont toujours liées », *Le Monde* [des livres], 26 juin 2009.

plus nobles sont parfois soutenues pour des raisons qui le sont nettement moins, dissimulant corporatismes⁶ (dont les fonctionnaires n'ont pas le monopole) et peur de voir remettre en cause des positions acquises.

« Riches » et « pauvres » protégés par l'État, même combat ? L'auteur rappelle l'ironie d'Anatole France devant « *cette majestueuse égalité devant la loi qui permet aux riches comme aux pauvres de dormir la nuit sous les ponts* ». Il présente le monde des entreprises, en particulier de celles qui ont une vocation internationale, comme bien plus ouvert à la nécessité d'intégrer la diversité dans leur stratégie. Non parce qu'elles se sont converties à un humanisme généreux, prônant la différence pour des raisons morales, mais d'abord parce que leur survie et leur prospérité se nourrissent de cette diversité, dans leur clientèle comme dans leur personnel. Parallèlement, à partir des exemples de Renault et d'Accor, il invite à « *faire preuve d'esprit critique par rapport à ce discours et ces annonces [sur la diversité], qui peuvent être en décalage si l'on considère les pratiques* ». La pression collective, relayée et canalisée par l'État, ne perd donc jamais ses droits. Le rapport montre aussi, et cette question ne concerne pas que les minorités visibles, l'effort nécessaire, demandant courage et imagination, pour recruter, dans les universités comme dans les entreprises, à partir de critères plus amples que la seule réussite académique.

Conscient de la nécessité d'un rapport de forces, M. Wiewiorka n'en dénonce pas moins l'obsession de la différence qui enfermerait chaque « étranger » dans son « étrangeté », et ne reconnaîtrait plus à l'individu son droit à la complexité, à de multiples appartenances (ou reconnaissances), qu'il doit pouvoir choisir, ouvertement ou dans le secret de son âme. Reconnaissons aussi la beauté de ce secret car l'enfer est pavé de professions de foi permanentes. Droit au silence également. 43 adjectifs décrivant la couleur de peau existent chez les Antillais, français depuis un siècle et demi. Faut-il dire « les » Antillais ? Sans doute partagent-ils une sensibilité commune aux thèmes des traites négrières, de l'esclavage, de la colonisation. En même temps, peut-on réduire à un seul destin un siècle et demi d'itinéraires ? N'est-ce pas une nouvelle façon de simplifier l'autre, de lui refuser sa singularité ?

Le rapport est destiné à la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il n'est donc pas surprenant qu'il s'intéresse dans une deuxième partie au monde universitaire. La pression communautariste sur les institutions de l'enseignement supérieur, si elle doit susciter la vigilance, est jugée peu importante actuellement. L'auteur insiste surtout sur l'absence de politique cohérente de mise en valeur des ces précieux atouts français que représentent nos universités d'outre-mer et les universités des régions frontalières⁷ en Europe. Tout comme les autorités françaises n'arrivent pas, semble-t-il, à exploiter le capital extraordinaire de relations et de

⁶ C'est seulement depuis 2005 que le principe d'ouverture généralisée de tous les corps et cadres d'emploi de la fonction publique française aux ressortissants communautaires (27 États membres, plus l'Islande, la Norvège, la Suisse...), à l'exception de ceux impliquant des missions régaliennes, a été affirmé officiellement. Actuellement, un guide relatif à l'accueil des ressortissants communautaires dans la fonction publique est disponible, indiquant entre autres que les services accomplis dans le pays d'origine seront désormais comptabilisés dans les conditions d'ancienneté de service public requises pour les concours internes :

http://www.fncdg.com/fncdg/htm/actu/DGAFP-guide_accueil_communautaires_2009.pdf

⁷ B. Floch, « Naissance d'un eurocampus de 500 000 étudiants : quatre régions françaises et espagnoles ont décidé de mettre en réseau leurs universités », *Le Monde*, 27 juin 2009, p. 8.

connaissances que détiennent les minorités africaines ou asiatiques sur les pays dont elles sont originaires.

Pour ce qui est de l'accueil des étudiants étrangers, le tableau que présente *La Diversité* incite au pessimisme. On s'étonnera que ce rapport officiel n'évoque pas une seule fois le nom de l'agence CampusFrance, création commune du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère des Affaires étrangères et européennes, chargée, entre autres, de travailler à l'amélioration de l'information et de l'accueil des étudiants étrangers, en partenariat étroit avec les établissements qui les reçoivent. Son directeur n'a pas fait partie des personnalités interrogées alors qu'il aurait pu montrer que certains des problèmes dénoncés étaient au moins reconnus, que différents partenaires travaillaient à les régler ; il aurait aussi pu évoquer la mise en place, certes trop lente (mais le temps des institutions n'est pas celui des étudiants), d'un guichet unique d'accueil par exemple.

Quoi qu'il en soit, cette partie du rapport est essentielle, ne serait-ce que parce qu'elle transmet une perception négative, dont on peut contester tel ou tel point, mais qui correspond à une réalité, sinon vécue, du moins « approchée » par beaucoup de témoins. Pour M. Wiewiorka, le cas des étudiants chinois, passés en France de 540 en 1999 à 8 000 en 2007 (contre 130 000 en Australie)⁸, avec ses excès, proportionnés à la taille de la Chine, est exemplaire des difficultés que peuvent rencontrer en France beaucoup d'étudiants étrangers : « *En dehors de quelques établissements sérieux, voire renommés, le lieu d'accueil français est à la limite douteux, et son choix passe depuis la Chine par des intermédiaires plus ou moins véreux* ». Accessoirement, le rapport évoque la fermeture de fait des écoles de beaux-arts de province aux étudiants étrangers, faute de volonté de politique et de stratégie internationale. M. Wiewiorka dénonce aussi la contradiction entre la volonté affichée d'attirer les très bons doctorants (auxquels on ne donne pas la possibilité de travailler durablement en France, mais que l'on envoie, tout formés, aux « concurrents ») et une politique des visas « *humiliante ou très lourde, voire décourageante* ».

Le rapport se conclut par 47 recommandations, dont quelques-unes semblent déjà faire l'objet d'un effort des pouvoirs publics ou d'une réflexion de ces derniers. Ces recommandations, justifiées par l'état des lieux qui les précède, sont importantes, très importantes. Il n'importe pas de les énumérer ici : elles se déduisent trop bien des constats du rapport. Certaines impliquent de grands moyens matériels, que le tabou de la gratuité (relative en fait) de l'enseignement supérieur rend pour le moment difficiles à trouver. D'autres impliquent de plus une révolution des esprits, comme celle consistant à « *s'ouvrir à la diversité linguistique [...] et à tenir compte de l'importance de l'anglais à l'échelle de la planète* »⁹.

Ce n'est pas ici l'intelligence ni le sens de la synthèse du rapporteur que nous mettrons en cause. Encore une fois, ce type de document est nécessaire et sa qualité est essentielle. Non, la question lancinante que nous nous posons après avoir refermé ce livre, soigné, stimulant, est : « et après ? ». Ce rapport sera-t-il enterré comme tant

⁸ Voir M.-N. Le Moël, « La communauté indienne d'Australie en colère contre les violences qu'elle subit », *Le Monde*, 19 juin 2009, p. 9.

⁹ L'agence CampusFrance édite depuis plus de cinq ans un catalogue des formations enseignées en anglais sur le territoire français et proposées par les universités, grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, écoles spécialisées. Voir www.campusfrance.org

d'autres ou servira-t-il à orienter à long terme une politique favorisant cette diversité dont les étrangers accueillis sur notre sol sont une des composantes, qui mérite au moins le respect ?

Se cultiver en prison ?

Anne Delaplace*

À propos de Florine Siganos, *L'action culturelle en prison. Pour une redéfinition du sens de la peine*,

L'Harmattan, Coll. « Logiques sociales », 2008, 270 pages

Cette publication se fonde sur une enquête effectuée par Florine Siganos entre 2002 et 2005 dans quatre établissements pénitentiaires masculins de la région parisienne, pour sa thèse de doctorat. Adoptant un « point de vue pragmatique et descriptif », la sociologue dresse, à partir d'une centaine d'entretiens menés auprès des acteurs de la vie carcérale (détenus, surveillants, directeurs d'établissements, et intervenants extérieurs), un bilan très complet de l'action culturelle en prison.

Droit à la culture pour tous

Cet ouvrage associe d'emblée deux termes en apparence antinomiques : la culture, symbole d'ouverture, de liberté, voire de subversion, et la prison, synonyme d'opacité, d'enfermement, et de répression. « Surveiller et punir ». On apprend pourtant que, malgré la politique sécuritaire ambiante, il existe une volonté gouvernementale de favoriser l'action culturelle en milieu carcéral. Celle-ci se traduit notamment par des protocoles d'accord entre le ministère de la Culture et celui de la Justice qui, conformément à la loi française de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, soulignent « le droit à la culture pour tous », y compris pour les personnes détenues. Cependant la perception de la culture en prison varie en fonction des ministères : tandis que la Justice l'envisage avant tout d'un point de vue utilitariste comme une « activité socioculturelle » éducative et susceptible de responsabiliser le détenu, le ministère de la Culture défend une « culture égalitaire pour tous ». Subtilités linguistiques infimes, mais éloquents : la culture en prison vit encore dans l'ère du soupçon, et les résistances institutionnelles persistent.

Soupape de sécurité

Quoique difficiles à mettre en place, les actions culturelles menées en milieu carcéral n'en sont pas moins riches et variées. Le musicologue « thérapeute », la comédienne « psychologue », ou le metteur en scène militant constatent la même nécessité de « mettre des mots sur les maux » : la pratique de la lecture, de l'écriture ou du jeu dramatique, permet aux détenus de s'exprimer, d'échapper un instant à la contrainte carcérale, et de découvrir une culture dont ils ont souvent été exclus. On découvre ainsi le témoignage de Miguel, qui a lu son premier livre à Fleury-Mérogis, *Les Frères Karamazov*, ou le parcours d'Ahmadou qui, après avoir découvert le théâtre au centre de détention de Melun, est devenu intermittent du spectacle à sa sortie de prison. Mais ces exemples d'une réussite certaine ne suffisent pas à cacher les difficultés rencontrées, qu'elles soient d'ordres administratif, matériel, ou psychologique. Les détenus, défavorisés socialement et culturellement, sont naturellement rétifs aux activités culturelles, et la réussite de ces dernières est trop

** Agrégée de Lettres modernes, ancienne chargée de cours à l'université Paris III Sorbonne Nouvelle, rédactrice pour la revue culturelle en ligne *L'Intermède*, prépare une thèse de doctorat en littérature comparée. Ses recherches portent sur l'écriture de l'instant chez Marcel Proust et Virginia Woolf.

souvent suspendue à la personnalité même de l'intervenant. L'administration pénitentiaire quant à elle reconnaît l'utilité de l'action culturelle, mais la considère avant tout comme une « soupe de sécurité », susceptible de lutter contre l'oisiveté, et d'offrir aux détenus une alternative à « ce qu'ils regardent sur M6 ou sur TF1 » à longueur de journée. Elle ne se départit donc pas d'une conception « occupationnelle » des activités culturelles, qui restent placées sur le même plan que les activités sportives par exemple.

De l'utilité sociale de l'art ?

S'agissant du public carcéral, c'est bien la question de l'efficacité sociale des pratiques culturelles qui est posée : la culture est-elle un levier de réinsertion ? Florine Siganos suggère discrètement que les activités artistiques, par la redécouverte d'une forme d'intimité et de liberté d'expression, permettent d'enrayer le processus de déshumanisation propre au cadre répressif du milieu carcéral. La sociologue s'appuie notamment sur le cas spectaculaire de Bernard Stiegler, devenu philosophe « par accident », après avoir passé cinq ans en prison. Mais si ce disciple de Derrida, ancien directeur de recherche au Collège international de philosophie, voit dans la prison une « ascèse sans arrêt », qui lui a permis de se préparer à « un retour au monde plus digne, plus nécessaire, plus intelligent », son parcours demeure une exception. Pour bon nombre de détenus, comme Jérémie, 45 ans, « le culturel, et ce qu'on cache derrière la réinsertion, c'est du vent, c'est une espèce de façade ». De fait, il semble bien délicat d'évaluer l'impact des pratiques culturelles sur la réinsertion sociale des anciens détenus...

On peut regretter l'aspect très descriptif de cet ouvrage qui évite prudemment toute polémique, et laisse ouverte la question de l'efficacité sociale de l'art en milieu carcéral. Néanmoins, dans la mesure où il n'existe à ce jour « aucun état des lieux des activités culturelles en prison », l'existence même de cette thèse est précieuse, et ne peut qu'être saluée. La préface élogieuse de Pierre-Victor Tournier, référence majeure, et grand pourfendeur de la surpopulation carcérale en France, témoigne de la qualité de l'enquête menée.

Parcours à travers la peinture

Eugène Berg

À propos de Sylvie Patry, *Renoir au XX^e siècle*, Gallimard, « Découvertes », 2009, 15 pages ; Anne Distel, *Renoir : « Il faut embellir »*, Gallimard, « Découvertes », 2009, 175 pages et Rachel Barnes, *Salvador Dali*, Citadelles, 2009, 176 pages, 100 ill. couleur.

À l'occasion de l'exposition Renoir au Grand Palais de l'automne-hiver 2009-2010, Découvertes publie une série d'ouvrages, tout aussi maniables qu'agréables, et documentés. Ces deux ouvrages de deux conservateurs au musée d'Orsay, spécialistes de l'impressionnisme et du post-impressionnisme, nous permettent de mieux saisir le chemin rétif de l'auteur du *Bal du Moulin de la galette* ou de la série tant commentée et combien imitée des *Grandes Baigneuses* (1918-1919). La première toile, ce monument précieux de la « vie parisienne », séduit d'emblée par son ambiance populaire et joyeuse de la fin du XIX^e siècle, sorte d'avant Belle Époque. Auguste Renoir, né à Limoges en 1841, a trente-cinq ans lorsqu'il la peint dans cette guinguette du sommet de la Butte Montmartre, une bonne dizaine de ses amis sirotant leur verre de grenadine ou évoluant avec grâce sur la piste de danse, parmi les taches de lumière, qui déjà annoncent l'impressionnisme des deux prochaines décennies. L'ancien peintre sur porcelaine, puis décorateur de stores, admis à vingt ans à l'Académie Gleyre puis à l'École des Beaux Arts, passa de longues heures à copier les tableaux du Louvre qu'il affectionnait comme les toiles plantureuses de Rubens, la délicatesse de Boucher, mais surtout la justesse du trait de Fragonard. Tant de maîtres l'ont conquis avec leurs portraits de femmes et il est leur héritier. Son amitié avec ses camarades d'atelier, Bazille, Monet et Sisley, rare palette de talents, dès 1862, fut le prélude du mouvement impressionniste, peut-être le premier mouvement pictural d'envergure mondiale qui propulsa pour longtemps l'école française aux avant-postes de la peinture universelle. En plein Second Empire, les jeunes et talentueux artistes tiennent, en 1864, leur premier salon. Dès les premiers frémissements du printemps, ils quittent leurs ateliers pour peindre à ciel ouvert, dans des lieux qui deviendront célèbres : Bougival, Chatou, Argenteuil, avec ses fameuses régates. Atmosphère ludique et bon enfant, avec les bords de Seine, les cabarets, les jeunes filles en fleur.

Mais Renoir est plus sensible à la présence humaine qu'aux objets. Voilà pourquoi il ne suit pas l'évolution des peintres vers Cézanne. En 1892, son prestige est immense et il apparaît comme l'un des seuls qui a su dépasser et renouveler l'école impressionniste. C'est au cours des années 1880 en effet qu'il a préconisé le retour au dessin et le travail en atelier. C'est qu'il se veut avant tout un « peintre de figures ». Nus féminins, portraits et études d'après modèles, peints en atelier ou en plein air. En fait, il oscille entre intimité et monumentalité, ouvrant ainsi divers chemins qui conduisirent bien longtemps après lui à Botero. Il connaît l'apothéose en 1892 avec la grande rétrospective de 110 de ses œuvres à la galerie Durand-Ruel et entre dans les collections publiques françaises. Lors des premières années du XX^e siècle, sa palette et son jeu pictural devinrent des références pour le groupe de jeunes artistes qui émergea par la suite : Bonnard (1867-1947), qui lui emprunta les couleurs, Maurice Denis (1870-1943), les sujets de plein air, et même Picasso qui, comme lui, vénérât le corps féminin et reprit le thème des *Baigneuses*, en les rendant cubistes et abstraites. Devenu

en 1910 le patriarche des Collettes, sa propriété près de Cagnes, perclus de rhumatismes, il écrit la veille de sa mort, en un accent socratique, réclamant palette et pinceau : « Je crois que je commence à comprendre quelque chose ».

Comment Salvador Dali aurait-il accueilli la chute du mur de Berlin, disparu un peu plus de huit mois après la mort du plus célèbre peintre espagnol de son siècle après Pablo Picasso ? Sans doute, s'il avait vécu et s'il avait été en possession de tous ses moyens, par un tableau inspiré de sa méthode paranoïaque-critique à l'instar de maintes de ses toiles célèbres, comme *La persistance de la mémoire* (1931). Ces montres intemporelles, dilatées et fondantes comme du camembert, on se représente bien un mur fondant laissant passer, se laissant piétiner par un grouillement humain. Ou encore comme cette autre toile datant de 1936 prémonition de la guerre civile, *Construction molle avec haricots bouillis*, représentant un grand corps humain grouillant de bras et de jambes s'étranglant mutuellement dans le délire. Quelle magnifique image, même un peu forcée, de l'agonie du régime est-allemand ! Tout ceci montre bien que la peinture de Dali ne cesse de nous interpeller et fournit bien des thèmes pour représenter ou figurer les drames de notre temps. Car Salvador Dali, plus encore que son grand aîné Pablo Picasso avec son *Guernica*, fut un peintre « politique » ou civilisationnel. Son but n'était-il pas d'interroger, à l'aide de cette « folie raisonnante », le sens caché derrière une réalité innocente ? Que de toiles célèbres, autant d'icônes des temps modernes, représentent des sujets éminents politiques. Cette *Hallucination partielle (Six apparitions de Lénine sur un piano)* de 1931, représentant un homme aux cheveux blancs, (son père ?) observant un piano à queue, avec son clavier bleuâtre, très luisant, avec en raccourci une série décroissante de petites auréoles jaunes et phosphorescentes entourant le visage de Lénine. Son Espagne de 1938 reflétait les temps troublés de la guerre civile. Et surtout *L'énigme de Hitler*, peint en 1939, représentant un grand combiné de téléphone noir surplombant une assiette à soupe contenant une petite photographie de Hitler découpée dans un journal. Salvador Dali n'avait-il pas révélé cinq ans plus tôt sa fascination toute personnelle et érotique pour Hitler dans une lettre au chef de file des surréalistes, André Breton, ce qui lui valut au terme d'un « procès » l'exclusion du mouvement ?

C'est dire tout l'intérêt que l'on prend à la relecture de l'œuvre dalinienne à l'aide de ce livre au grand format qui restitue, grâce à de fort belles reproductions, les toiles de l'enfant de Figueras, très tôt fasciné par Freud, comme surpris une nouvelle fois dans son *Interprétation des rêves*. Rachel Barnes, historienne de l'art anglaise, qui a été critique au *Guardian* et à *The Independent*, conférencière à la National Gallery et à la Tate, décrit les principales étapes de l'œuvre du Catalan. Beaucoup de choses s'expliquent par la biographie de Dali qui perdit son frère aîné peu avant sa naissance. Ses parents lui donnèrent le même nom Salvador, le Sauveur, en voyant en lui la réincarnation du mort. On lui passa tous ses caprices ; élevé par les femmes, ayant perdu sa mère adorée à dix-sept ans, il sombra dans la dépression avant de se raccrocher à sa muse. Le trio célèbre qu'il forma à la Résidence universitaire de Madrid de 1921 à 1926 avec Buñuel et elle fut d'une rare intensité et c'est à leur collaboration que l'on doit *Le Chien Andalou* en 1929. Il paraît inutile de revenir sur ses obsessions et ses névroses, son extrême timidité, qu'il enterra grâce à sa muse Gala, de onze ans son aînée, qui quitta Paul Eluard pour le materner, le guider, le propulser et lui donner le goût de l'argent, car de gloire et d'autocélébration il fut friand dès sa prime jeunesse.

Elle nous rappelle ses sinuosités politiques, dues en grande partie à son goût profond de la provocation. Flirt avec Franco, fascination pour Hitler, propension à s'exposer et à se vendre, d'où l'expression de Breton : « Avida Dollars ». Il quitta l'Europe, en 1940, « comme un rat », dit George Orwell, et resta aux États-Unis de 1940 à 1948. Mais son œuvre la plus puissante et la plus créatrice était pratiquement achevée.

Ses dernières années, après la mort de Gala, en 1984, il sombra dans le délire et la déchéance. Auparavant, comme Picasso, encore, dont il réalisa un portrait édifiant en 1947, il montra sa fascination pour Velázquez qui littéralement le subjuga. Ses dernières années furent marquées par des thèmes plus religieux avec *La Madone de Port Lligat* de 1950 et surtout *Le Christ de saint Jean de la Croix* de 1951, une de ses œuvres les plus célèbres, image saisissante appartenant à la dernière période « mystique ». On n'épuisera jamais peut-être la richesse de Dali. Quelle force et même tranquillité se dégagent de *La gare de Perpignan* de 1965, où figurent l'homme et la femme du tableau de Millet ? C'est de cette gare que Dali expédiait ses tableaux, d'où la vertu mystique qu'elle revêtait pour lui. « Je serai un génie, le monde m'admira. Je serai peut-être méprisé, incompris, mais je serai un génie, un grand génie », écrivit Dali dans son *Journal* à seize ans. De fait, maintes de ses œuvres trouvèrent des épigones. Le *Visage de Mae West* fut abondamment repris par Warhol, notamment dans son image des lèvres de Marilyn Monroe. L'imagination de Dali rappelait à Picasso un « hors-bord constamment en marche », tandis que Freud déclarait : « Je n'ai jamais vu aussi parfait prototype d'Espagnol. Quel fanatisme ! » . En tout cas, l'explosion d'Hiroshima provoque en lui un véritable séisme qu'il rendra par des œuvres insuffisamment commentées, comme *Idylle atomique* et *Uranique mélancolique* de 1945, *Les trois sphinx de Bikini*, de 1947 ouvrant la voie à sa période mystique. Au-delà de ses provocations, de ses erreurs, de ses peurs et angoisses, Salvador Dali reste un artiste d'une incomparable imagination et d'une qualité picturale admirable. Mieux que bien d'autres peintres de son temps, il nous aidera longtemps à mieux connaître les drames de notre court vingtième siècle que sa vie recouvre entièrement (1904-1989).